

**STIMULER
LES EMPLOIS
DÉCENTS POUR
LES JEUNES EN
AFRIQUE**

EVIDENCE SYNTHESIS PAPER SERIES - FR

05/2021

L'EMPLOI À LA CROISÉE DES CRISES: L'EXPÉRIENCE DE LA JEUNESSE AFRICAINE

Verena Richardier

Au sujet de l'auteur:

Verena Richardier est docteure en sociologie de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon. Spécialisée dans la sociologie des professions et notamment du travail humanitaire, elle a travaillé au Mali comme chargée de recherche dans une ONG de 2019 à 2020. Elle était en charge du suivi d'un projet visant à intégrer socio-économiquement des jeunes de quartiers populaires.

Actuellement chercheuse affiliée au laboratoire Triangle UMR 5206 à Lyon, elle est membre du Pôle Action Publique et mène ses recherches dans le cadre de l'IAL (International Advanced Laboratory, ENS Lyon / Académie des Sciences Sociales de Chine).

by Verena Richardier

© 2021, by INCLUDE Knowledge Platform

This publication has been made possible with the financial support from the Dutch Ministry of Foreign Affairs.



Published under a Creative Commons Attribution-International (CC BY), version 4.0.
To view a copy of the license, visit <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>

Résumé exécutif	III
Recommandations.....	IV
L'emploi à la croisée des crises : l'expérience de la jeunesse africaine	1
1. Arc de crises longues et arc de chocs.....	3
1.1 Arc de crises longues : extrême pauvreté, troubles climatiques et conflits	3
1.2 Arc de crises brutales et urgences : pandémies, catastrophes « naturelles », crises économiques et politiques	7
2. Faire face aux crises de l'emploi pour les jeunes : s'adapter aux crises longues et résister aux chocs	11
2.1 Stratégies transversales pour s'adapter et dépasser les crises de longue durée	11
2.2 Stratégies transversales pour résister et tenir face aux chocs	14
3. Entrelacement et chocs des arcs de crises : l'exemple du Mali.....	19
3.1 Ressentis et habiletés sociales des jeunes de 2012 à 2020 en contexte de crise(s) au Mali	19
3.2 Ressentis subjectifs des jeunes face à la « crise ».....	20
3.3 De l'articulation entre stratégies de survie et portraits types des jeunes	20
3.4 L'émergence de nouveaux réseaux sociaux dans et par la crise.....	21
4. Recommandations basées sur les évidences et les enjeux de l'emploi des jeunes en temps de crise(s)	22
5. Bibliographie narratif	25
6. Annexes	34
6.1 Définitions	34
6.2 Présentation détaillée du corpus	35
6.3 Cartes	39
6.4 Schéma récapitulatif.....	41
6.5 Bibliographie données chiffrées du schéma récapitulatif	42
6.6 Annexes de la recherche de Mamoutou Fofana	43

La crise du coronavirus a commencé à devenir globale au début de l'année 2020. Crise sanitaire, mais aussi désormais économique et sociale, elle touche les pays avec une intensité variable, en fonction de leur situation et vulnérabilités préalables. L'entrelacement des crises longues, maillées de tensions diverses (environnementales, politiques, économiques) avec les conséquences de la pandémie a des conséquences importantes pour tous les travailleurs. En Afrique, les jeunes sont de manière générale dans une posture plus délicate que leurs aînés, confrontés à des perspectives plus incertaines pour trouver un emploi décent. Ils sont ainsi 94,9 % à travailler dans l'économie informelle (BIT, 2019). Les jeunes, et particulièrement les jeunes femmes, sont particulièrement sensibles aux crises, surtout lorsqu'ils sont peu qualifiés et vivent en milieu rural, où les infrastructures sont plus rares.

Certaines crises sont structurelles et durent parfois plusieurs décennies. Elles s'intègrent à l'ordinaire, tout en affaiblissant les jeunes travailleurs, notamment les plus pauvres:

- La pauvreté chronique : elle ne permet pas un emploi stable ni décent. Les jeunes sont 41,5 % à être des travailleurs pauvres, vivant avec moins de 1,90 dollar par jours en Afrique subsaharienne (OIT, 2020a, p. 46).
- La détérioration du climat : en Afrique subsaharienne encore, la fréquence des sécheresses a également doublé, passant d'une fois tous les six ans à une fois tous les trois ans depuis 2005 (Cheik, 2020b). Dans ces mêmes régions, l'agriculture, et la pêche pour des pays côtiers sont cependant parmi les activités principales de jeunes ruraux peu qualifiés et un réservoir de main-d'œuvre important.
- Les conflits de longue durée : les jeunes sont à la fois les principales victimes des conflits et les acteurs de ces derniers. En 2015, 90 % des personnes tuées pendant des conflits étaient des jeunes (UNFPA West and Central Africa Regional Office, 2018b), tandis qu'ils sont également nombreux à rejoindre des groupes armés. Leur réinsertion professionnelle après un conflit est complexe et la rareté de l'emploi ne peut être considérée comme la seule raison entraînant leur participation. Les femmes sont particulièrement touchées par les tensions. Elles constituent la majeure partie des déplacés et subissent de nombreuses violences.

Lors d'un choc, soit un effondrement plus ou moins durable d'une situation économique, environnementale ou sociale donnée, les jeunes sont aussi les plus durement touchés :

- Les crises économiques : la crise de 2009 a renforcé le chômage des jeunes diplômés qui ont pu subir environ trois ans de retard d'insertion professionnelle. La crise économique des années 1990 a augmenté la féminisation de la pauvreté en milieu rural (Johnston-Anumonwo & Doane, 2011). La crise économique due au coronavirus fragilise quant à elle l'emploi des jeunes précaires et 4 jeunes sur 10 sont employés dans des secteurs fortement touchés (OIT, 2020a). Les chocs mettent en danger également l'avenir en stoppant ou compliquant l'éducation et les études.
- Les épidémies et pandémies : elles touchent les femmes et les jeunes femmes en priorité, premières à délivrer un soin, non rémunéré à leurs proches. Elles constituent ainsi 75 % des morts du virus Ebola au Libéria (UNECA, 2015, p. 101).

Dans ce contexte, les jeunes sont contraints de s'adapter et de développer des stratégies de « survie », qui s'avèrent toutefois risquées voir dangereuses:

- De manière générale, les jeunes sont contraints d'être flexibles, d'accepter des travaux plus difficiles ou de retarder leur insertion professionnelle.
- Les jeunes femmes par exemple peuvent s'engager dans la prostitution, et une prostitution de plus en plus précaire et dangereuse.
- Les hommes intègrent dans certains contextes, notamment de conflits, une économie grise, entre illégalité et criminalité.

Nous observons que les politiques et projets permettant de renforcer les capacités des jeunes et de limiter les recours à ces choix sont ceux qui associent dialogue social, approches intégrées et mixtes, prévention et innovation. Ainsi :

- Les politiques associant capital, formation et soutien psychosocial semblent être parmi celles dont les résultats sont les plus tangibles dans le long terme. Ces mêmes politiques, lorsqu'elles sont étendues et renforcées après un choc brutal (désastre, pandémie, coup d'État...) permettent d'agir rapidement et à grande ampleur.
- Assurer les plus vulnérables, protéger les plus travailleurs et surtout les travailleurs informels permet d'atténuer l'effet des chocs.
- Les entreprises de l'économie formelle et informelle apparaissent aussi comme des acteurs de réponses.
- Les jeunes, et notamment les jeunes femmes, sont mieux protégées lorsque les actions sont adaptées à leurs besoins de soins, notamment la santé maternelle et infantile, et par un souci d'inclusion.

Recommandations

Nous recommandons des politiques adaptées aux besoins d'une catégorie particulière et plurielle dont l'emploi est, très souvent, le plus touché. Si lors de crises comme une inondation ou une sécheresse, les populations doivent **toutes** être soutenues, ***l'adaptation et la prise en compte des plus jeunes doivent faire partie intégrante des programmes***. Les éléments suivants sont particulièrement importants :

- Promouvoir l'emploi décent, même dans les crises. Si l'absence d'emploi ne suffit pas seule à expliquer la violence, il contribue fortement, dans ses formes décentes, à la promotion de la paix (Izzi, 2020; United Nations and Folke Bernadotte Academy, 2021).
- L'articulation de l'aide au revenu et de politique actives soutenant l'emploi des jeunes. Les politiques et les projets les plus efficaces sont ceux qui se consolident mutuellement, en permettant d'adresser les obstacles structurels, tout en prenant en compte l'entrelacement des crises (OIT, 2019a). Protéger les plus vulnérables revient donc à intégrer le plus possible les jeunes exclus, mais aussi à réfléchir, dans toutes les crises, aux manières de soutenir l'économie informelle, les entreprises familiales et rurales où travaillent les plus précaires, et notamment majoritairement des femmes. Ces actions doivent toutefois aussi être accompagnées de dialogue social et de protection des travailleurs de l'économie formelle.
- Les crises participent à détruire des structures essentielles à l'évolution et à la protection du futur des jeunes. Études et formations sont donc des éléments clés à prendre en considération. Les formations professionnelles sont l'une des activités les plus mises en place pour favoriser l'emploi des jeunes. Cependant, considérant leur situation parfois d'extrêmes pauvretés, il faut pouvoir intégrer des apports de capital, même minimes, à ces actions et notamment en contexte post-conflit.
- Enfin, nous recommandons d'une part de capitaliser sur des projets s'étant adaptés ou visant à atténuer les effets d'une crise économique désormais installée. Il s'agit de mieux comprendre, en associant des recherches qualitatives et quantitatives par secteurs économiques et notamment de l'économie informelle, comment les jeunes affrontent cette crise au quotidien.

L'emploi à la croisée des crises : l'expérience de la jeunesse africaine

La pandémie due à l'épidémie du Covid 19 est en train de générer l'une des plus importantes récessions économiques du siècle, touchant les grandes économies comme les plus fragiles. Elle risque ainsi de faire basculer 40 millions d'Africains dans l'extrême pauvreté (Toure, 2020). Les crises économiques exacerbent les inégalités, accentuant les vulnérabilités des plus fragiles face à l'emploi que sont les jeunes, les travailleurs de l'économie informelle, les moins qualifiés et/ou les femmes (Cho & Newhouse, 2011). L'emploi en temps de crise est complexe, prenant parfois des formes violentes pour les travailleurs et les populations. Il s'accompagne souvent d'une précarité accrue, ou d'un basculement dans le monde de l'illégalité et de la criminalité. Le concept de travail décent développé par l'Organisation internationale du travail et inscrit comme objectif de développement durable en 2015 permet, même dans la crise, d'évaluer ces formes de travail. Les indicateurs de l'OIT croisent des données comme le nombre d'heures de travail considérées comme décentes, différencient les formes de travail à abolir (comme le temps de travail des enfants) des autres à soutenir. Ces indicateurs servent ainsi de référentiel au travail à atteindre, malgré et dans les crises (OIT, 2008).

L'objectif de ce document est de rendre compte de l'impact des crises sur l'emploi des jeunes¹ en Afrique, en prenant du recul sur les différents types de crises et en analysant leur contexte structurel. Toute crise a toujours deux faces. Elle touche une société structurellement, mais elle est une expérience éprouvée individuellement (Martuccelli, 2015). Nous distinguons deux arcs de crises. L'un est constitué de tensions latentes dans le long terme. Il crée, croise et amplifie un second arc constitué de chocs brutaux. Dans un contexte structurellement déficitaire (pauvreté, chômage, corruption...), les chocs se répercutent sur ces vulnérabilités et induisent des situations de catastrophes.

Si les crises touchent toujours l'ensemble des sociétés, les jeunes rencontrent des problématiques qui leur sont spécifiques. Ils sont statistiquement plus fragiles sur le marché du travail : 94,9 % des jeunes de 15 à 24 ans travaillent dans des secteurs informels peu protégés (BIT, 2019). Ils peuvent manquer d'épargne, être encore dépendants de leurs aînés. Leurs salaires sont bas, ils ont des besoins de formation importants. L'absence d'activités touche davantage les jeunes urbains, tandis que l'extrême pauvreté² est plus présente dans l'espace rural (Beegle & Christiaensen, 2019). En transition entre plusieurs stades de leurs vies, un choc peut faire basculer toute une classe d'âge, avec un impact fort dans la durée. L'autonomisation ne peut être alors que progressive, faite d'allers-retours (Nicole-Drancourt & Roulleau-Berger, 2006), parfois hors des limites d'âge posées sur la jeunesse par les politiques publiques.

Nous explorons l'hypothèse selon laquelle les jeunes font face, s'adaptent ou résistent en essayant de maintenir une pluralité de choix dans des crises qui réduisent leurs opportunités d'emplois, au prix de stratégies pouvant pousser à la précarité ou l'exclusion.

Deux questions sous-tendent notre synthèse :

- Dans quelle mesure s'entremêlent les crises longues et les chocs et quelles sont leurs conséquences sur l'emploi des différentes catégories de jeunes ?
- Quelles politiques et stratégies d'adaptation permettent d'accroître la résilience des jeunes dans l'emploi, les aident à faire face aux tensions longues, tout en développant des capacités de résistance aux chocs ?

1 Nous définissons les jeunes dans cette synthèse à partir de leur âge, soit toute personne entre 15 et 24 ans. Cette tranche d'âge est utilisée pour la plupart des études statistiques sur lesquelles nous nous appuyons (Nations unies, 2019).

2 Soit toute personne vivant avec moins de 1,90 dollar par jours (OIT, 2020b)

Ces questions sont analysées à partir de documents relevant du champ académique (particulièrement la sociologie et l'économie), des recherches menées par les think tanks ainsi que des études des institutions internationales comme la Banque mondiale ou l'Organisation internationale du travail. Ces documents ont été sélectionnés sur la base de mots clés à partir de différentes plateformes comme Cairn, Google Scholars ou directement sur les sites des institutions internationales³. Nous avons ajouté à cette collecte de données secondaires une recherche de terrain, menée par un jeune chercheur malien, Mamoutou Fofana, au plus près d'une actualité mélangeant enjeux du coronavirus et coup d'État dans son pays.

La synthèse que nous en proposons apporte des réponses à ces questions en trois temps. Nous analysons dans un premier temps les crises à partir d'une de leur facette prédominante. Les crises sont foncièrement entrelacées, mais nous choisissons d'isoler certaines caractéristiques permettant de différencier les effets des crises longues et des chocs sur l'emploi des jeunes. Ensuite, dans un deuxième temps, nous cherchons à comprendre quelles réponses ont été apportées à ces crises, avec quels effets, en différenciant les stratégies pour s'adapter à une crise longue et celles pour résister aux chocs. Enfin, dans un troisième temps, Mamoutou Fofana part du cas du Mali pour proposer une analyse de l'agentivité des jeunes en temps de crises.

³ Nombre de documents sont liés entre eux, formant une architecture de problématiques que nous avons essayé de reconstruire, notamment autour de thématiques déjà consolidées par d'autres comme le travail en temps de conflits des jeunes ou le travail rural. La liste complète des documents est disponible à l'annexe 4.2.

1. Arc de crises longues et arc de chocs⁴

L'arc de crises longues et de tensions durables correspond aux contextes de crises structurelles et de longue durée. Certains pays d'Afrique ont été par exemple confrontés à des épisodes de guerre civile pendant plusieurs décennies. Les crises longues s'alimentent les unes et les autres, mais nous identifions quatre aspects particuliers : la pauvreté structurelle, les conflits et guerres civiles et la détérioration progressive du climat. Ces aspects s'alimentent les uns et les autres et participent à alimenter un cercle vicieux des crises (OIT, 2019b, p. 6).

L'arc de crises brutales correspond aux chocs qui peuvent toucher un pays, une région, une population. Ces crises sont caractérisées par un évènement brutal, inattendu ou prévisible, dont il est possible de déterminer le début et l'amélioration, même si leur fin est parfois complexe, car les effets peuvent perdurer longtemps, notamment lorsqu'ils rencontrent des vulnérabilités déjà creusées par les crises longues. Les effets d'un choc brutal peuvent impacter une vie entière pour certains jeunes, en leur faisant rater leur entrée sur le marché du travail, en pénalisant leurs perspectives d'emploi et de salaire (OIT, 2020e). Nous isolons dans cette synthèse les caractéristiques de quatre types de crises brutales, bien souvent entremêlées : les pandémies, les catastrophes dites naturelles, les crises politiques et les chocs économiques.

1.1 Arc de crises longues : extrême pauvreté, troubles climatiques et conflits

Situation des jeunes face à l'extrême pauvreté

La réduction de la pauvreté a été moins rapide dans les pays en situation de conflit et concerne davantage les zones urbaines que rurales. Les pays en conflit et dits fragiles⁵ concentrent 76,5 % des personnes qui vivent dans des conditions d'extrême pauvreté (OECD, 2020; Samman et al., 2018). Si la pauvreté en Afrique a pu diminuer en pourcentage de la population, le nombre de personnes pauvres a cependant augmenté. Les personnes handicapées ont plus de risque de se retrouver parmi les 40 % les plus pauvres et les femmes sont les plus touchées par une pauvreté multidimensionnelle, c'est-à-dire par de multiples privations (Beegle & Christiaensen, 2019).

Le nombre de travailleurs a pu augmenter sur les dix dernières années, mais ce sont essentiellement des adultes. Il a baissé pour les jeunes (Ilostat, 2019a, p. 5). De manière générale, les jeunes affrontent les mêmes problèmes que les adultes dans l'accès à l'emploi : manque d'infrastructure, corruption, manque d'accès à la formation professionnelle, aux espaces de dialogue politique, difficultés à accéder aux financements. Toutefois, les effets sont encore plus forts sur ces derniers. Ils ont dans le monde trois fois moins de chances d'être employés que les adultes (Ilostat, 2019c). Si le taux d'activité des jeunes est fort, cela relève également d'un non-choix. Le taux de chômage mesuré des jeunes est en réalité faible, car le chômage est un « luxe » difficile qui vient avec les études (Deon & Fox, 2014). Il est ainsi plus élevé dans les pays avec un meilleur revenu médian, tandis que dans les pays aux revenus faibles, le taux de travailleurs précaires et informels augmente. Ainsi, en Afrique subsaharienne, l'emploi précaire⁶ concerne 72,2 % des travailleurs. En Afrique du Nord, ce taux redescend à 30,3 % (OIT, 2018, p. 12). Les emplois précaires sont plus présents dans les campagnes et se manifestent au sein des familles. En effet, les jeunes travaillent d'abord avec leurs proches et la transmission intergénérationnelle est forte en Afrique.

Si l'emploi existe pour les jeunes dans les contextes de pauvreté structurelle, il ne permet pas une réelle autonomisation (Barlet & d'Aiglepierre, 2017). Les travailleurs pauvres⁷, même s'ils ont un travail, ont un salaire trop faible, travaillent pendant un nombre irrégulier d'heures ou font partie de grandes familles plus difficiles à soutenir. L'Afrique représente 56 % des travailleurs pauvres et seulement 14 % de l'emploi global (Ilostat, 2019b, p. 6). En Afrique subsaharienne en 2019, les jeunes étaient 42 % à être des travailleurs pauvres (OIT, 2020a, p. 47). Les travailleurs pauvres sont surtout présents dans les pays où il y a le plus

4 Un ensemble de cartes résumant certains aspects de ces différentes crises est disponible en annexe.

5 La définition d'État fragile porte à débats. Différentes interprétations existent et celles de la Banque Mondiale et de l'OCDE sont les plus utilisées. Pour ces données, la définition retenue est celle de l'OCDE (OECD, 2020).

6 L'emploi précaire correspond dans l'étude citée à la part de travailleurs indépendants et de travailleurs au sein des foyers par rapport à l'emploi total.

7 Les travailleurs pauvres sont ceux travaillant en dessous de l'extrême pauvreté, soit moins de 1,90 dollar par jour.

de travail l'économie informelle⁸ et donc les pays aux taux de pauvreté les plus forts. Un jeune a deux fois plus de chances d'être un travailleur pauvre qu'un adulte dans le monde et 39 % des jeunes travailleurs sont des travailleurs pauvres contre 31 % des adultes. Les femmes sont 37 % à être travailleuses pauvres contre 30 % des hommes (Ilostat, 2019b). Elles travaillent plus souvent dans l'agriculture, à la campagne, et sont souvent non rémunérées, car elles œuvrent au sein des cellules familiales. En ville, elles vont surtout vendre dans le petit commerce et la petite restauration, soit faire de l'artisanat et 90 % travaillent dans l'économie informelle (Okojie, 2003). Elles sont également plus souvent victimes de discriminations et d'inégalités dans les contextes de sous-emploi et de pauvreté.

L'extrême pauvreté, la pauvreté chronique et structurelle touchent plus les jeunes que les adultes, les femmes que les hommes, les jeunes ruraux que les jeunes urbains. Dans ces contextes, les jeunes sont, plus que les adultes, des travailleurs pauvres et précaires.

Détérioration progressive de l'environnement et mobilités des jeunes

La lente dégradation de l'environnement due au réchauffement climatique et à la surexploitation impacte l'emploi des jeunes, notamment les jeunes ruraux, actifs dans l'agriculture. Nous nous intéressons ici aux phénomènes climatiques de plus en plus récurrents, impactant directement le quotidien des populations locales. Si le changement climatique induit d'autres phénomènes, comme la disparition progressive de certaines ressources naturelles, ces derniers n'entrent pas directement dans les réalités quotidiennes des individus, car difficiles à observer et à mesurer à court terme.

Depuis 1970, les précipitations au Sahel ont diminué de 20 % en moyenne et les écoulements de 40 %, ce qui a des conséquences sur l'élevage et notamment les activités pastorales (Pontié et al., 1992, p. 64). Les sécheresses comptent pour moins de 20 % de l'ensemble des catastrophes qui touchent le continent, mais représentent plus de 80 % du nombre de personnes touchées par des événements climatiques extrêmes en Afrique. La fréquence des sécheresses dans la région a doublé, passant d'une fois tous les six ans à une fois tous les trois ans depuis 2005. Elles touchent des zones agricoles clés comme le Sud-Soudan, le nord-est de l'Érythrée, la Somalie (Cheik, 2020b). La dégradation des terres est une conséquence des sécheresses, mais également de l'utilisation des sols par les hommes (surpâturage, agriculture, etc.). Les sécheresses sont responsables de famines, de chômage, elles peuvent plonger les ménages dans la pauvreté, sortir les enfants de l'école. Elles participent également fortement à renforcer les conflits entre éleveurs et agriculteurs (Marc et al., 2015). Les conflits croisent les tensions liées au partage des terres et des ressources, bloquant les populations pastorales dans leurs mouvements. En 2015, aucun mouvement pastoral n'a été possible par exemple autour du lac Tchad à cause des activités de Boko Haram (Arnaud et al., 2016, p. 79). Le Niger est particulièrement touché par ces tensions dues aux sécheresses et aux conflits des pays voisins (Arnaud et al., 2016). Les jeunes ruraux sont plus nombreux que les jeunes urbains à accéder au marché du travail chaque année (Brooks et al., 2013) et beaucoup de jeunes ont recours à la migration saisonnière pour survivre à ces tensions de l'environnement. Les crises, en empêchant les mobilités saisonnières, enclavent les régions. Le changement climatique a un effet très fort sur les femmes qui constituent 70 % des personnes travaillant dans l'agriculture. La dégradation des terres fragilise ainsi les femmes économiquement. La difficulté d'adapter un rôle genré avec un changement de contexte rapide tend également fortement la situation des femmes (Marc et al., 2015, p. 93).

Les ressources halieutiques sont quant à elles surexploitées à plus de 50 % en Afrique de l'Ouest, l'un des taux les plus élevés du monde (Pösel et al., 2018, p. 12). La raréfaction des ressources halieutiques paupérise des jeunes pour qui la pêche est un dernier recours. Par exemple, au Sénégal, la pêche piroguière est responsable de 85 % des 400 000 tonnes de produits halieutiques débarqués dans le pays chaque année et à 38 % des recettes d'exportation en 2001. Elle est la première activité créatrice d'emploi. De nombreux conflits ont émergé entre pêcheurs, pêcheurs locaux, mais aussi migrants sur la terre et sur mer (Roux & Noël, 2007).

Les tensions climatiques ont des effets négatifs sur l'emploi des femmes et des jeunes ruraux, impactant des activités qui servent de filet de sécurité pour nombre d'entre eux, comme la pêche et l'emploi rural saisonnier.

⁸ L'économie informelle correspond aux activités qui n'entrent pas dans le champ d'application de la loi, sans qu'elles soient forcément illégales : elles peuvent par exemple correspondre à des activités non couvertes par la législation.

Emploi et paix dans les conflits de longue durée

Nous nous attardons dans cette partie sur les conséquences des conflits de long court comme les guerres civiles, les conflits latents et les violences terroristes régulières. De longues guerres civiles africaines se sont succédé depuis les indépendances en Afrique, touchant des générations de jeunes, les unes après les autres. Certains pays viennent tout juste de connaître la paix. Le Soudan a ainsi presque toujours été en guerre depuis son accession à l'indépendance en 1956 tandis que le conflit au Mozambique a duré 40 ans. Les formes des conflits ont également beaucoup évolué. Les conflits post indépendance ont duré des années 1960 aux années 2000, avec notamment les guerres au Libéria et en Sierra Leone, qui ont coûté près de 800 000 vies (UNFPA West and Central Africa Regional Office, 2018b). À la fin de ces conflits, les populations africaines ont davantage vécu en paix, mais le nombre d'évènements violents est en hausse depuis 2010 (Beegle & Christiaensen, 2019). La fin des larges conflits a été suivie des rébellions de basse intensité, menées de plus en plus par des acteurs non étatiques (UNFPA West and Central Africa Regional Office, 2018b). L'agitation politique et le terrorisme ont désormais remplacé les conflits civils. La plupart des conflits ont désormais lieu à l'intérieur des frontières – 90 % des conflits entre 1987 et 1997 n'ont pas dépassé leurs frontières et sont parfois même limités à certaines zones au sein des pays (OIT, 2003, p. 13). Cependant, les groupes armés circulent régionalement, créant un contexte de « paix négative » (OIT, 2003). Les nouvelles formes de violences sont liées au trafic de drogues, aux émeutes suivant des élections, à la piraterie et la criminalité (Golf de Guinée, côtes de Somalie) et sont de plus en plus assimilées à du terrorisme. Les violences dites terroristes augmentent, exposant les jeunes aux recrutements, créant des climats de peur et de pression sur les familles des régions occupées par les groupes. Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) s'organise à un niveau régional, voire international tandis que Boko Haram agit aussi à une échelle régionale tout en imprimant fortement sa présence au Nigéria (Marc et al., 2015). Le terrorisme peut être défini de multiples manières et ses versions ne se ressemblent guère, mise à part la politique de terreur qu'elles appliquent dans la plupart des conflits intérieurs, notamment vis-à-vis des civils, comme en Afrique centrale (Cilliers, 2004). Les jeunes sont des victimes des conflits : en 2016, environ 408 millions d'entre eux vivaient dans des zones touchées par un conflit armé ou frappées par la criminalité organisée, ce qui veut dire qu'au moins un jeune sur quatre était confronté directement à différentes formes de violences. Par ailleurs, on estime que plus de 90 % des personnes tuées par un conflit en 2015 étaient de jeunes hommes (UNFPA West and Central Africa Regional Office, 2018b). Les violences entraînent des mouvements de population et 57 % des réfugiés ont moins de 18 ans en Afrique de l'Ouest et du centre (UNFPA West and Central Africa Regional Office, 2018a, p. 79). Certains jeunes ont ainsi passé toute leur enfance ou leur adolescence dans la guerre.

Les conflits affectent particulièrement les femmes. Au Soudan du Sud, en 2013, 53 % des personnes déplacées étaient des femmes et 63 des personnes déplacées des enfants en dessous de 18 ans (Pape & Phipps, 2018). Les jeunes femmes risquent davantage de rencontrer la violence sexuelle lors d'un conflit, et notamment au cours d'une mobilité forcée (UNFPA West and Central Africa Regional Office, 2018a, p. 55). Une étude menée par la Croix rouge en 2003 dans un camp en Sierra Leone estimait que 74 % des femmes et des adolescentes avaient vécu une violence sexuelle, dont 66 % lors de leur fuite. Les stratégies des parents et des jeunes femmes les impactent également, entravent leurs possibilités d'avenir et de travail. Beaucoup de parents marient ainsi leurs filles à des âges très jeunes afin de ne plus avoir à porter un poids économique trop lourd en temps de guerre (UNICEF, 2005). Les jeunes filles peuvent aussi ne plus être envoyées à l'école afin de les protéger des risques sur le chemin. Les jeunes femmes peuvent aussi être contraintes à mener des activités informelles risquées et socialement stigmatisées comme la prostitution, durant et après les conflits (OIT, 2003; UNFPA West and Central Africa Regional Office, 2018b). Le nombre de foyers monoparentaux augmente aussi avec la guerre (OIT, 2003) et peut favoriser l'entrepreneuriat des femmes seules, mais les foyers les plus résistants sont souvent ceux bénéficiant déjà d'une large palette d'opportunités (Pape & Phipps, 2018).

De manière générale, les conflits augmentent la pauvreté chronique et ont des effets très importants sur l'emploi des jeunes et notamment sur les chances d'obtenir un emploi décent. La destruction des infrastructures publiques, la contraction de l'économie et l'absence d'investissements, renforcent l'incertitude vis-à-vis de l'avenir et limitent les possibilités de projection des jeunes, qui privilégie une « débrouille » au jour le jour. Les situations de conflits et post conflits sont caractérisées par un haut niveau de chômage et de sous-emploi, une détérioration des conditions de travail et une érosion des revenus. Les guerres sont suivies d'un chômage massif, tandis que les économies de crise, noires ou grises sont renforcées. Les données à ce sujet sont d'ailleurs difficiles à obtenir (OIT, 2003). Les actes de

terrorisme impactent également le développement, en empêchant par exemple le tourisme, qui était un pourvoyeur important d'emploi pour les jeunes (UNDP, 2017). Les conflits sont peu favorables à l'épargne (l'argent ne peut être stocké de manière sûre), les transmissions intergénérationnelles souvent rompues et les migrations entravées voir complètement bloquées. Les conflits pénalisent l'emploi dans le présent et mettent également en danger l'avenir. Ainsi au Niger, au Tchad, au Soudan du Sud et en République centrafricaine, pays instables depuis de nombreuses années et aux taux de pauvreté importants, les jeunes connaissent les taux d'illettrisme parmi les plus élevés au monde : 76 %, 69 %, 68 % (UNICEF, 2018).

Si les jeunes sont victimes des conflits, ils peuvent également en être des acteurs, voire en être des catalyseurs. Le chômage et le manque d'opportunité ne sont pas des éléments déterminants pour l'engagement des jeunes dans les conflits. En effet, des facteurs comme les inégalités, une discrimination ciblée ou le manque de participation constituent des facteurs plus déterminants (Alcorta et al., 2020; Izz, 2013, 2020). L'essentiel des cadres et des membres du Front Uni Révolutionnaire et Front Patriotique du Libéria avait moins de 35 ans (Marc et al., 2015). Au cœur des conflits et des violences, les jeunes peuvent participer et mener des insurrections, participer aux rébellions des Touaregs au Mali par exemple, ou encore rejoindre les rangs des groupes extrémistes (Marc et al., 2015). Près de 40 000 jeunes femmes et hommes ont été des combattants en Sierra Leone et au Libéria. La Guinée a également entraîné plus de 3000 jeunes, qu'elle n'a pu désarmer à la fin du conflit et dont une partie est ensuite partie s'engager en Côte d'Ivoire (Marc et al., 2015, p. 78).

L'engagement des jeunes dans la violence et l'économie de crise est souvent pensé comme la conséquence directe de la pauvreté et du chômage ; or ces liens ne sont pas toujours si évidents. Toutefois, les difficultés économiques se combinent à d'autres enjeux, comme l'exclusion sociale que peut entraîner un statut précaire (UNFPA West and Central Africa Regional Office, 2018b). L'absence de perspective peut ainsi pousser certaines personnes à la violence, offrant des formes de sécurité, d'emploi, de financement et de sociabilité. De plus, la socialisation des jeunes est devenue complexe, plurielle et la recherche de cadres de références différents des cadres habituels peut aussi mener à s'engager vers la violence (Imrap, Interpeace & Indigo Côte d'Ivoire, 2016). Certains emplois informels, mais licites peuvent aussi générer pour les jeunes de la violence, tout comme la précarité. Ces éléments contribuent à brouiller le lien de causalité entre chômage et crise (Cramer, 2015).

Les conflits longs ne sont pas homogènes sur un espace et si certaines zones s'apaisent, d'autres continuent d'être traversés de combats, comme en RDC. Les anciens combattants peuvent alors devenir des combattants à temps partiel, ce qui complique tout processus de désarmement. La paix négative est parfois grise et ne permet pas non plus de se projeter dans le temps, ce qui explique les choix de certains combattants, préférant bénéficier de l'argent généré par les processus de désarmement plutôt que d'entamer des formations. De plus, la fin d'un conflit et le changement de contexte signent pour les jeunes soldats une perte de revenus et de statuts. Des écarts entre zone rurale et urbaine peuvent apparaître. Au Libéria par exemple, la réintégration des anciens combattants était plus difficile en zone urbaine que rurale, où il y avait plus de choix (ISS Africa, 2011). Il existe aussi des cas de femmes soldates et beaucoup de personnes deviennent handicapées en raison de violences. Elles sont alors confrontées à des difficultés importantes pour leur réinsertion économique et affrontent une pauvreté accrue (OIT, 2003).

Le cas des enfants-soldats notamment, demeure en enjeu de plus en plus problématique dans un contexte de tensions s'installant dans le temps long, impactant sur le long terme le niveau d'éducation et a fortiori, le capital humain du pays ou des régions concernées. En 2019, le rapport des Nations unies dénombre plus de 7000 nouveaux enfants-soldats, recrutés à 90 % par des acteurs non étatiques, notamment en Afrique Centrale, en République Démocratique du Congo, au Mali, en Somalie, au Sud-Soudan et au Soudan (Secrétariat général des Nations unies, 2020). La question de l'insertion des enfants-soldats ou des jeunes engagés est elle aussi cruciale : *« Je suis né dans les années 1980. Mon expérience se limite au maniement des AK-47 » déclare ainsi un jeune au Libéria (UNFPA West and Central Africa Regional Office, 2018b)*. Si la condition des enfants-soldats est connue et si ces derniers sont légalement protégés, il n'existe toutefois pas de statuts pour les jeunes « entre-deux » (UNFPA West and Central Africa Regional Office, 2018a, p. 85).

Les jeunes, et particulièrement les femmes et les enfants, sont parmi les principales victimes des contextes de conflits longs, impactant leur santé, leur bien-être, leur formation et leurs perspectives d'un emploi décent. Certains jeunes sont également acteurs de violence et prennent part aux combats, posant l'enjeu de leur insertion professionnelle à la fin des conflits.

1.2 Arc de crises brutales et urgences : pandémies, catastrophes « naturelles », crises économiques et politiques

Pandémies, épidémies et crises en cascades

Les pandémies se distinguent des maladies habituelles du continent déjà coûteuses en vies humaines⁹. En 2019, l'OMS estimait que les maladies chroniques de cinq pays (Afrique du Sud, Éthiopie, Nigéria, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie et République démocratique du Congo) représentaient 50% du total des années en bonne santé du continent (Organisation mondiale de la santé, 2019) et que les maladies coûtaient 2,4 billions de dollars par an. Sur le plan sanitaire, les pandémies sont particulièrement importantes lorsqu'elles rencontrent des vulnérabilités structurelles et notamment sanitaires. Ainsi, les pays africains disposent de capacités parfois très limitées en soin de santé. On estime que l'Afrique possède en moyenne seulement 1,8 lit d'hôpital pour 1000 personnes tandis que seuls 34% des Africains ont accès à des installations d'eau leur permettant par exemple de se laver les mains (UNECA, 2020a). Deux cas retiennent notre attention, celui de la crise Ebola et du Covid 19. Les recherches concernant l'impact de la crise du Covid 19 sont pour beaucoup encore en cours, mais de nombreux résultats permettent déjà d'esquisser ses conséquences en matière d'emploi pour les jeunes.

La crise a perturbé l'économie, l'éducation et la croissance. La létalité du coronavirus semble moindre que celle d'Ebola, toutefois ses conséquences sociales et économiques sont graves. Lors d'Ebola, les pays ont connu des récessions économiques entraînant une baisse de 5% de leurs PIB combinés (Marc et al., 2015). Pour l'épidémie à coronavirus, le prix des matières premières a chuté pour plus de 67% des exportations du continent. Les effets sur le tourisme notamment dans les pays insulaires sont également catastrophiques. Les différentes mesures de sécurité imposées dans les pays ont également directement impacté l'économie, en fermant les marchés, en diminuant les achats non nécessaires, etc. Beaucoup de secteurs comme la restauration ou l'hôtellerie ont connu une baisse de leur production et de leur productivité.

Par ailleurs, si la crise Ebola a été contenue en Afrique, la crise du Covid 19 touche le monde entier et son impact sur l'emploi ne fait que commencer. Ses conséquences sur l'emploi des jeunes se manifestent à travers trois dimensions : l'interruption des formations, l'augmentation des difficultés pour trouver un premier travail, perte de travail et baisse de revenus (OIT, 2020e). Selon de premières estimations, à l'échelle mondiale, plus de quatre jeunes sur dix sont employés dans des secteurs fortement touchés (OIT, 2020a). Une enquête, menée en avril 2020 dans cinq bidonvilles de Nairobi, montrait que 81 % des habitants avaient déjà subi une perte totale ou partielle de leurs emplois et de leurs revenus (ONU Habitat, 2020). Les mesures de confinement prises pour endiguer la propagation du Covid 19 sont difficilement tenables dans les villes et les logements surpeuplés, souvent dépourvus des services de base. La fermeture des frontières a également bloqué des migrations temporaires de survies et de travail. Au Sénégal, 60 % de la main-d'œuvre saisonnière est issue de jeunes de pays voisins (Afrique Renouveau, 2020). Les jeunes résistent également en se jouant des règles en vigueur, continuant par exemple de traverser les frontières (Gourlay, 2020).

Ces mesures impactent particulièrement les femmes. Les femmes et les filles de 15 à 49 ans sont surreprésentées dans 80 % des bidonvilles des 59 pays en développement (ONU Habitat, 2020, p. 19) et ont dû affronter une augmentation des violences et de leur charge de travail. Elles affrontent également plus directement les conséquences des pandémies. La fermeture des écoles augmente le travail ménager et le travail de soin, mené gratuitement au sein des foyers (OIT, 2020e). Le Covid 19, comme Ebola auparavant, a diminué les secteurs où les femmes travaillent comme le commerce frontalier ou l'agriculture (UNECA, 2015). Confrontées à l'absence d'opportunités, les femmes font souvent face par le travail du sexe et dans des rapports risqués (Bandiera et al., 2019, p. 8). À la suite de la fin déclarée d'Ebola, beaucoup de jeunes filles ne sont jamais retournées à l'école (Bandiera et al., 2019). Les femmes sont également les principales victimes des pandémies. Présentes en première ligne du soin, elles constituent l'essentiel des agents de santé communautaire - 80% parfois en Afrique du Sud par exemple (UNECA, 2020b). Elles sont plus nombreuses à mourir : 75% des morts d'Ebola au Libéria étaient des femmes et 59% en Sierra Leone. Au total, sur les trois pays touchés par Ebola pendant la pandémie de 2013-2015, 55% à 60% des morts étaient des femmes (UNECA, 2015, p. 53).

9 Définition de pandémie et épidémie en annexe 4.1

Les pandémies touchent des pays déjà ébranlés par des tensions latentes, augmentant ces dernières et débouchant sur des manifestations de la jeunesse de grande ampleur, comme au Sénégal pendant l'été 2020 ou au Nigéria à l'automne. Le coup d'État au Mali peut être considéré comme l'une des conséquences des mesures de confinement et de couvre-feu prises par le gouvernement dans un contexte sociopolitique explosif où les jeunes se trouvaient en première ligne de la contestation populaire.

Les pandémies comme le coronavirus et les épidémies comme Ebola bloquent les économies, créant des récessions et chocs économiques de grande ampleur. Fermeture des frontières, des espaces d'échange, des écoles, empêchent le petit commerce et le grand. La dimension mondiale de la crise du coronavirus a des répercussions lourdes sur les jeunes, dont le travail souvent dans l'économie informelle n'est pas protégé et sur les femmes, qui doivent prendre en charge un travail de soin supplémentaire. Cela peut renforcer un sentiment d'injustice, voire d'exclusion, fragilisant la cohésion sociale et la paix.

Désastres et catastrophes « naturelles »

À l'échelle du monde, les désastres les plus importants et les plus nombreux ont surtout lieu en Asie¹⁰. Toutefois, l'impact des désastres mis à l'échelle des populations des pays est plus violent en Afrique. Les pays en développement comptent 23% des morts par désastre de 2000 à 2019 (UNDRR, 2020). Certaines régions sont particulièrement touchées. Le nombre absolu de catastrophes a doublé dans le monde depuis 1980, mais il a triplé pour les régions d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. La haute densité humaine des métropoles, l'urbanisation rapide et la rareté de l'eau renforcent les conséquences de ces catastrophes. Les inondations sont également plus violentes à cause de l'urbanisation empêchant l'infiltration et des systèmes de drainage saturés. Le continent africain est aussi le continent le plus touché par les sécheresses et 40% des sécheresses mondiales des 20 dernières années étaient africaines. Les sécheresses brutales entraînent des famines, de la pauvreté et de larges mouvements de population. En 2016 et 2017, le phénomène climatique El Niño a entraîné une sécheresse en Afrique de l'Est qui a touché 10,2 millions de personnes en Éthiopie (UNDRR, 2020). Les catastrophes d'origine biologiques sont liées à ces phénomènes. Actuellement, l'invasion de criquets pèlerins détruit des récoltes entières dans la corne de l'Afrique et essaime sur le continent. En 2019, elle avait déjà atteint le Kenya, l'Éthiopie, l'Érythrée, Djibouti, la Somalie, l'Ouganda, le Soudan et la Tanzanie (Cheik, 2020a).

Au moment des désastres, les populations font d'ordinaire preuve de solidarité et d'entraide (Revet & Langumier, 2013). Ces situations participent d'ailleurs à brouiller momentanément des normes sociales, notamment de genre : on a ainsi pu voir des femmes mener des travaux d'ordinaire réservés aux hommes et des hommes prendre soin de leur foyer en cuisinant (Enarson, 2000). L'impact économique de ces crises en cascades est toutefois toujours très lourd.

Le Bureau de la réduction des risques des Nations unies (UNDRR, 2020) estime à 27 billions de dollars le prix des désastres depuis l'an 2000, un chiffre conséquent par rapport au PIB des pays d'Afrique. Les catastrophes détruisent des infrastructures et des vies, renforçant les inégalités. Les familles les plus pauvres sont les plus touchées dans le long terme, pouvant ainsi mettre à zéro des années de développement. Les jeunes urbains sont souvent plus durement touchés que les jeunes ruraux sur le court terme, même si la pauvreté s'accroît surtout dans les campagnes (Skoufias, 2012). Les villes sont particulièrement vulnérables, mais aussi plus résilientes grâce à la densité des réseaux entre les familles et les individus. Au-delà de l'impact sur l'agriculture, très important, les petites activités urbaines sont aussi impactées par les sécheresses, qui entraînent des coupures d'électricité, empêchent de mener à bien leurs activités. Or, elles sont au cœur des activités menées par les jeunes et notamment les femmes (nourriture de rue, etc.).

Les catastrophes naturelles détruisent violemment des équilibres, réduisant parfois à néant des années de développement. Leur impact sur les structures (routes, bâtiments, cultures...) et l'environnement de travail ralentissent les perspectives de croissance pour tous et toutes, compliquent l'accès aux formations et à un travail dans l'économie formelle.

10 Comme le tsunami de 2004 dans l'océan indien qui a été l'un des plus importants désastres des dernières années.

Crises économiques et renforcement des dépendances

Les crises économiques n'épargnent pas l'Afrique, qu'elles soient internes ou externes. Les décennies des années 1980 et 1990 ont été celles d'une crise de la dette et de l'obligation d'ajustements structurels importants, diminuant les dépenses des États. En 2009, la crise financière mondiale touche également le continent. L'Afrique était imaginée plus résistante, car moins insérée dans l'économie globale. Or, les pays africains sont également impactés, à partir du secteur bancaire (impact sur les banques et difficultés par exemple à financer des crédits) et par des canaux commerciaux (chute des exportations). Les exportations ont directement chuté en volume, baissant en six mois de 5 %. Certains marchés ont mieux tenu que d'autres, comme le cacao pour le Ghana et le Nigéria, qui ont bénéficié des difficultés politiques de la Côte d'Ivoire. Les pays les plus touchés ont été les pays rentiers miniers et dont l'économie était fortement extravertie. Les secteurs les plus impactés en 2009 ont été les mines, les hydrocarbures, le tourisme, et les bâtiments (Hugon, 2009).

Du point de vue financier, les pays d'Afrique les plus touchés par la crise de 2009 ont été la Tunisie et le Maroc. La crise a eu comme conséquence une baisse de l'aide, des investissements, du commerce et du crédit. L'effet de la crise économique a été très fort sur l'emploi, avec des différences notables entre hommes et femmes. Les femmes sont plus souvent que les hommes des travailleuses précaires, flexibles et donc peuvent plus facilement perdre leur emploi par suite d'un choc économique (Floro et al., 2009). À la suite des ajustements structurels et des crises des années 1980 et 1990, mais aussi après 2009, la pauvreté s'est ainsi davantage féminisée en milieu rural et urbain, les femmes ont perdu l'accès aux crédits et ont rencontré plus de difficultés dans l'accès à l'éducation et aux terres (Johnston-Anumonwo & Doane, 2011). Plus généralement, la baisse de l'emploi a été brutale en 2009 pour tout le monde et particulièrement pour les jeunes.

Les effets du choc se sont aussi fait ressentir pendant plus longtemps sur ces derniers (Ilostat, 2019a). Les études montrent que les effets d'une crise durent jusqu'à cinq ans pour les jeunes générations, avec des pics de difficulté au cours de la deuxième et troisième année (Tanveer et al., 2012) we mainly focus on the extent and persistence of the impact of (past and last. Dans un contexte de stagnation et de régression économique, les jeunes, et notamment les jeunes diplômés, demeurent dans un état de dépendance à leurs proches. Leur vie d'adulte est retardée et s'ils sont embauchés, ce sera souvent pour des emplois sous-qualifiés, précaires et mal payés (Antoine et al., 2001).

Les plus diplômés ont ainsi été parmi les plus durement touchés et les pays les plus développés connaissent les plus importants taux de chômage. Cela s'explique notamment par le fait que les jeunes des pays moins développés travaillent dans des secteurs informels ou dans l'agriculture. Ils sont également non pris en compte dans les statistiques (Tanveer et al., 2012) we mainly focus on the extent and persistence of the impact of (past and last.

Les travailleurs informels ont toutefois eux aussi été impactés dans leur activité par la récession économique de 2009. Une étude sur les jeunes travailleurs de rue en Afrique du Sud montre comme la crise a ralenti la consommation générale du pays en réduisant les exportations et en faisant perdre des emplois formels. Les jeunes sans-emplois ont été plus nombreux alors à travailler dans la rue, tandis que la demande baissait, augmentant la concurrence, les incertitudes, les aléas (Cohen, 2010) et les profits de tous.

Enfin, malgré la croissance économique de certains pays, les jeunes, qu'ils soient diplômés ou non, sont parfois marginalisés, ou peinent à profiter des retombées économiques. Ils sont pris dans une situation soit d'attente, soit d'exclusion (Antoine et al., 2001; Boeck et al., 2000; Imrap, Interpeace & Indigo Côte d'Ivoire, 2016), notamment à cause d'une économie sans création massive d'emploi et monopolisée par les élites.

Les crises spécifiquement économiques comme la crise de 2009 ont touché en priorité les jeunes, n'épargnant pas les jeunes diplômés, pourtant mieux protégés que les travailleurs précaires et les femmes. Ces crises ont repoussé l'entrée sur le marché du travail pour de nombreux jeunes diplômés ou jeunes actifs, compliquant significativement leur insertion professionnelle.

Manifestations, coups d'État et recomposition des normes

Plus de 200 coups d'État ont eu lieu en Afrique depuis les indépendances, dont 45 % entraînant un changement notable au niveau du système exécutif (Barka & Ncube, 2012). Les coups d'État militaires, réussis ou non, ont plutôt été menés en Afrique de l'Ouest et dans des degrés moindres en Afrique Centrale et de l'Est. Les pays du sud de l'Afrique ont connu plus de stabilité politique et donc moins de coups d'État. Après la colonisation et au cours des décennies de la Guerre froide dans les années 1970 et 1980, la plupart des coups d'État reposaient sur des revendications idéologiques, que ce soit le socialisme, ou à l'inverse le capitalisme. Les analyses des coups d'État menés par la suite montrent une diversification des justifications des coups d'État, allant de la mauvaise gouvernance aux mauvaises performances de l'économie, en passant par le non-respect des droits de l'homme (Barka & Ncube, 2012).

La vague de démocratisation des années 1990 a semblé dans un premier temps apaiser les transitions politiques, jusqu'à qu'augmentent à nouveau les troubles, en lien avec les récessions économiques qui ont pu toucher certains pays du continent (Marc et al., 2015). On observe en effet que les pays subsahariens dont le PIB est resté faible, voire négatif, ont traversé plus de coups d'État que les pays avec une croissance importante du PIB (Barka & Ncube, 2012). Les crises économiques remettent en effet en question la légitimité des gouvernements et révèlent parfois violemment leurs faiblesses et écarts. La Guinée équatoriale est toutefois une exception avec une croissance du PIB de 12,4 %, mais cinq coups d'État (dont seul un a réussi). D'autres facteurs doivent alors être pris en considération, comme la dépendance économique et la mauvaise répartition des richesses naturelles des pays. Les jeunes ont pu observer la détérioration de leurs conditions de vie et la mainmise de leurs aînés sur le pouvoir, entraînant de grandes manifestations, comme au Mali ou au Sénégal - qui n'ont pas toutes débouché sur un renversement du pouvoir (Marc et al., 2015). En Afrique du Nord, les « printemps arabes » ont fait tomber des régimes, mais ont également permis de renouveler des gouvernements en Égypte, Libye et Tunisie, au nom de revendications sociales, économiques et politiques. En effet, si ces pays ont pu maintenir une croissance économique plus ou moins dynamique, celle-ci ne s'est pas traduite par une augmentation de l'emploi des jeunes - diplômés ou non, ces révolutions sociales ayant entraîné parallèlement un retrait de l'État et des programmes d'insertion sociale (Prince et al., 2018). L'emploi ne suffit pas non plus toujours à assurer un imaginaire et des cadres de reconnaissance positifs pour les jeunes (Imrap, Interpeace & Indigo Côte d'Ivoire, 2016). Le moment des crises et des troubles politiques est celui d'une remise en cause des normes dominantes. Ils peuvent ainsi être interprétés aussi comme des renégociations avec le pouvoir par la jeunesse (Iwilade, 2013). Ils permettent à des jeunes, notamment défavorisés et sans formation, de négocier leur place dans le système social. En Côte d'Ivoire, lors de la crise de 2002, des jeunes, à la limite du décrochage, ont par exemple investi les marchés des motos-taxis. Avec l'apaisement politique, la concurrence a augmenté, la législation et les taxis officiels ont repris de l'importance, entraînant des manifestations de violence des jeunes chauffeurs (Imrap, Interpeace & Indigo Côte d'Ivoire, 2016). La fin des régimes et le retour de la stabilité n'apportent donc pas toujours des perspectives pour chacun et comportent leur lot de « perdants » (Prince, 2016).

Les crises politiques sont le résultat de tensions diverses, et s'appuient souvent sur la contestation d'un statu quo par la jeunesse, qui se voit refuser l'accès aux cercles de décision et d'échange, à défaut de bénéficier de réseaux de proximité privilégiés avec les autorités au pouvoir.

2. Faire face aux crises de l'emploi pour les jeunes : s'adapter aux crises longues et résister aux chocs

Face aux crises, les projets et les politiques peuvent être divisés entre celles permettant de s'adapter et celles permettant de résister. Ces stratégies ne s'organisent pas seulement sur un continuum, elles s'agencent les unes avec les autres, notamment dans le contexte des pays dits fragiles¹¹. Nous présentons tout d'abord des stratégies transversales aux crises longues, puis des stratégies transversales aux chocs.

2.1 Stratégies transversales pour s'adapter et dépasser les crises de longue durée

Nous proposons de mettre en valeur les projets et politiques pour améliorer l'emploi dans les crises longues à partir d'éléments transversaux aux crises longues : l'emploi décent pour la paix, le dialogue social avec les jeunes, les approches intégrées et les adaptations au changement climatique.

Les jeunes, emploi décent et paix

Si l'absence d'emploi n'est jamais un facteur unique de violence, un taux d'emploi important et notamment d'emploi décent, contribue à renforcer les processus de paix. L'Organisation internationale du travail, en lien avec d'autres organisations internationales, déploie depuis plusieurs années une stratégie liant l'emploi et la paix. Sa théorie du changement met en avant les facteurs de conflits pouvant être atténués par l'amélioration de l'accès à un emploi décent, comme le manque d'opportunités économiques, le manque de contacts entre belligérants, et le ressentiment que peuvent entraîner l'exclusion et la discrimination de certaines populations (OIT, 2019b; OIT, 2020b; OIT, UNP, World Bank, UNDP, 2016). Se fondant sur les bonnes pratiques émergentes du terrain et sur le travail de l'OIT, les Nations unies ont publié un manuel de programmation spécifiquement dédié aux programmes pour la jeunesse, autour de cinq piliers reconnus comme fondamentaux : participation, protection, prévention, partenariat et réintégration. La prise en compte de l'emploi des jeunes est ainsi essentielle dans la construction de la paix, car, comme le soulignent des jeunes de Sierra Leone, « la paix ne se mange pas ». Dans l'enquête, 83 % des jeunes interrogés se sentent frustrés du processus de paix et expriment un besoin d'opportunités économiques (Bangura, 2016). Ces considérations s'appliquent également aux cas des enfants-soldats et des anciens combattants. Beaucoup de projets touchant les enfants-soldats se concentrent sur l'éducation et la réinsertion par la famille (Awodola, 2009). Or, la partie économie est aussi très importante, notamment lorsque ces enfants deviennent majeurs (Nzekani, 2013). Les projets comme l'initiative « Des emplois décents pour la paix et la résilience » de l'OIT en République Centre Africaine ont ainsi développé une approche holistique entre reconstructions d'infrastructure, appui de la cohésion sociale et support aux petites entreprises (OIT, 2020b).

L'emploi pour la paix passe par une reconnaissance des besoins des jeunes, mais aussi des dimensions aliénantes du travail, notamment en temps de crise et donc par l'importance d'un travail décent.

Dialogue social et crise

Le dialogue social entre entreprises, institutions et jeunes peut fonctionner selon différentes modalités. En 2002, le gouvernement néerlandais a ainsi appuyé la création de l'association éthiopienne des producteurs horticoles, depuis en dialogue régulier avec les pouvoirs publics éthiopiens. Les normes établies conjointement sont durables et ont récemment été transcrites dans la législation (GIZ, 2015). Les dialogues sont ainsi connus pour restaurer la confiance, même s'il est parfois compliqué d'éviter que ces espaces soient cooptés par les élites. Dans un contexte fragile, travailler avec les institutions publiques locales peut parfois être plus efficace que de travailler avec les institutions au niveau national, à condition de toujours garder informé le niveau national pour ne pas l'affaiblir (GIZ, 2015).

Dans l'espace urbain, les politiques comme le harcèlement des petits vendeurs, majoritairement des jeunes, constituent un obstacle supplémentaire. En appliquant des zones de ventes délimitées, en fournissant

¹¹ La fragilité correspond à un contexte de pauvreté généralisée, une gouvernance faible, et une insécurité forte (Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique, 2016).

des services urbains de base, ces barrières peuvent également être levées (Deon & Fox, 2014). Certains vendeurs de rues, notamment en Tanzanie, Ghana, Kenya et Afrique du Sud ont formé des associations, qui leur ont permis de négocier avec les autorités des formations, des financements et des infrastructures pour aider leur commerce (Deon & Fox, 2014). Dans l'espace rural, les associations et notamment sous la forme de coopératives sont également reconnues pour soutenir l'emploi des jeunes agriculteurs. En travaillant ensemble, ces derniers peuvent formaliser des arrangements informels, partager risque et capital (OIT, 2014). Une étude montre qu'investir dans une coopérative lui permet de se stabiliser, favorise grandement le dialogue et a des effets de concertation importants (OIT, 2017). Elles permettent également de renforcer la cohésion sociale grâce au contact intercommunautaire, par exemple entre des réfugiés et une communauté d'accueil.

En l'absence d'institutions étatiques fonctionnelles, les entreprises privées, ou même caritatives comme les églises ont pu aussi montrer leur efficacité, en agissant de manière ciblée sur un domaine ou une région. En Somalie, alors qu'il n'y avait pas encore d'homologue gouvernemental avec lequel travailler, la Banque Mondiale a ainsi directement soutenu des partenaires du privé dans le secteur de la gomme arabique. Le secteur entier a été soutenu, en partant des techniques de récolte au soutien à la gestion commerciale. Ce premier investissement en a attiré d'autres et deux ans après son lancement, 1862 emplois auraient été créés, principalement pour les jeunes et dont un tiers de femmes (World Bank, 2016). Les entreprises locales peuvent aussi protéger les salariés et ainsi mieux partager les risques. En Ouganda, un projet implanté par la Croix rouge Internationale et mené de 2005 à 2007, pendant le conflit, a montré l'importance du partage des risques le long d'une chaîne de production. Une entreprise de coton, Dunavent Uganda Ltd, a ainsi collecté elle-même le coton directement dans les camps au lieu de contraindre les fermiers à se déplacer dans un environnement dangereux (Dudwick & Srinivasan, 2013, p. 69). L'appui aux petites entreprises fonctionne également, car elles sont souvent très résilientes et actives rapidement même pendant un conflit. Certaines études ont également souligné l'intérêt que peut avoir une industrie à plus grande échelle pour favoriser les contacts entre groupes¹², en prenant notamment en exemple l'industrie du café rwandaise (Tobias & Boudreaux, 2012). Les jeunes femmes doivent aussi être soutenues dans ces processus d'entrepreneuriat et peuvent montrer une volonté importante d'être indépendantes après un conflit, comme cela a été souligné dans une étude au Sud-Soudan (Pape & Phipps, 2018).

Soutenir l'emploi des jeunes passe ainsi par un dialogue social soutenu avec les acteurs du travail, qu'ils soient étatiques ou privés, de l'économie formelle ou informelle.

Les approches intégrées visant les jeunes les plus vulnérables

Au cours des dix prochaines années, seul un quart des jeunes trouvera un emploi formel tandis qu'aujourd'hui seuls 20 % des jeunes africains ont un emploi salarié contre 60 % des trentenaires (Monchuk, 2015). Les arrangements pour l'emploi sont souvent verbaux, de courte durée, pour des remplacements. Dans ce contexte, les approches intégrées liant l'offre d'emploi et sa demande, mais aussi mixtes entre formation et allocations sont les plus efficaces, que ce soit pour remédier à l'extrême pauvreté ou en contexte de conflits pour favoriser la réinsertion par exemple des jeunes soldats. Faute de pouvoir participer à l'économie informelle, ces projets permettent au moins aux jeunes d'élargir leurs portefeuilles d'activités et donc leurs possibilités. Dans les contextes fragiles, ces projets évitent également de faire succéder des actions d'urgence ciblées envers une population et non une autre et qui, mal articulées, peuvent parfois renforcer les violences (World Bank, 2016). Il est également prouvé que les approches ciblées ont un effet intéressant dans le court terme, notamment les projets de distribution d'argent, mais leurs effets dans le temps s'amenuisent (Blattman et al., 2019). Les programmes de sécurité sociale sont également complémentaires pour améliorer divers secteurs comme la santé, l'éducation, la nutrition... En étudiant un programme de protection sociale visant à réduire la vulnérabilité de jeunes en Afrique subsaharienne, des chercheurs ont observé que les interventions combinées entre soutien financier, capital social et humain étaient plus efficaces que seules (van Kesteren et al., 2018). Entre formation et capital, il semble décisif d'appuyer surtout les apports (Blattman & Annan, 2015). Certaines approches permettent d'éviter les dilemmes entre « don » ou « prêt » dans les programmes de transfert monétaires, en apportant des sommes chaque année, mais baissant progressivement. Ces transferts ont ainsi bien fonctionné dans les camps de réfugiés, permettant aux populations d'investir par exemple dans du maraîchage (OIT, 2003, p. 200).

12 Ces contacts, par l'emploi, peuvent aussi générer des tensions selon les contextes. Les politiques doivent donc être toujours adaptées localement (Izzi, 2020)

Le projet « *Training for Rural Economic Empowerment* » (TREE) mis en place par OIT au Zimbabwe depuis 2008 combine des formations déterminées en fonction des besoins du marché et un apport de capital. En 2011, une évaluation a montré que le programme avait permis d'augmenter les revenus des hommes de 46,9% et des femmes de 81,1% par rapport au groupe de contrôle n'ayant pas bénéficié de l'aide (Sibanda, 2019). Les projets intégrant le plus d'enjeux dans leur fonctionnement ont été les plus efficaces, allant jusqu'à prendre en compte des dimensions de santé, de risque au travail et de dialogue social. Mixer des interventions rapides aux coûts faibles au début du projet (en ciblant par exemple des personnes faciles à atteindre) puis mettre en place des activités de long terme semble être le plus efficace (Sibanda, 2019).

Protection sociale et soutien post-traumatique ou psychosocial ont aussi des effets de complémentarité. Cela a été observé au nord de l'Ouganda, auprès de femmes en situation de stress post-traumatique (van Kesteren et al., 2018). Les approches psychosociales permettant par exemple de renforcer des compétences émotionnelles jouent un rôle (Deon & Fox, 2014). Si elles n'apportent pas d'emploi directement, elles consolident les projets de vie des anciens combattants. Une enquête note ainsi leur impact. Un an après le projet mené en leur faveur, les hommes « à risque » connaissent encore par cœur des éléments des formations en « compétences de vie » qu'ils ont reçues à côté de leurs formations techniques (Blattman & Annan, 2015, p. 21).

Ces projets doivent s'insérer dans un contexte connu et permettre le dialogue, au risque d'être des échecs. Un projet visant les anciens combattants du delta du Niger au Nigéria a ainsi échoué, car la somme allouée chaque mois aux anciens combattants était beaucoup plus importante que les salaires en vigueur dans la région : 400 dollars contre 6 dollars. Par ailleurs, les compétences proposées correspondaient aux envies des anciens combattants, envies construites sur la connaissance des emplois qui rémunéraient le mieux dans la région, soit dans le pétrole, mais qui étaient très peu nombreux. Enfin, face à ces difficultés, et face au risque de voir les anciens combattants replonger, le projet a continué sans réelle stratégie de sortie (Ebiede, 2018).

La participation à des projets porteurs socialement, et pas seulement économiques favorise un désengagement de la violence : reconstruction ou construction d'école, de routes, hôpitaux, etc. (UNFPA West and Central Africa Regional Office, 2018b). Ils assurent un nombre important d'emplois. En permettant d'aider la société dans l'ensemble, ils évitent une rupture entre « eux » (les anciens combattants) et « nous » les civils (ISS Africa, 2011). Les actions ne ciblant pas non plus seulement les anciens combattants sont préférables même s'il est difficile de différencier parfois les « purs » civils de « purs » combattants. Compte tenu du coût des projets à large échelle, il semble nécessaire d'articuler les approches (OIT, 2003).

Les approches combinées entre formation et capital, capital et soutien psychosocial, mais aussi intégrées dans des programmes de soutien à la demande et à l'offre de l'emploi ont ainsi les meilleurs résultats en contexte fragile. Ces différentes expériences peuvent toutefois difficilement effacer une réalité forte : dans des contextes très délicats, les personnes risquent également de ne jamais abandonner totalement des emplois dans l'économie illégale, voire criminelle. L'objectif est alors de les aider peu à peu se diversifier en ajoutant des formes d'emploi licites à leur portfolio d'activités (Blattman & Annan, 2015).

L'adaptation de long terme aux changements climatiques

La dégradation de l'environnement et les effets délétères liés au changement climatique sont des défis à mener sur le triple front de l'adaptation, de la prévention et également de l'innovation. Des études au Kenya (Bryan et al., 2013) ou en Tanzanie (Below et al., 2012), ont montré la conscience qu'on les agriculteurs d'un changement profond en cours. Ils étaient ainsi 94 % à observer au Kenya une augmentation des températures. Les adaptations autonomes (diversification, irrigation, agroforesterie...) dépendent de leurs moyens et de leurs connaissances. Au Kenya, les agriculteurs ont cité l'investissement en formations et humains comme leur premier besoin, avec l'irrigation. Les agriculteurs les plus expérimentés, les plus riches, les coopératives et groupes, étaient plus à même de changer leurs stratégies. Les moyens et les connaissances étant alors les principaux obstacles à l'adaptation rencontrés par les plus jeunes.

Planter des espèces résistantes à la sécheresse est une stratégie mise en œuvre depuis de longue date. Ces plantes sont notamment intéressantes lorsqu'elles permettent une synergie entre l'alimentation des hommes et des bêtes, comme l'arbre *Gliricidia sepium*, planté au Mali, évitant l'érosion et fournissant des légumes (Knowledge for development, 2020). La variété semble l'emporter sur les monocultures,

en atteste les résultats controversés de l'un des plus grands projets d'OGM financé en Afrique par la Fondation Bill et Melinda Gates (Wise, 2020). De plus, devant les difficultés et les transformations, les études montrent aussi que les activités qui soutiennent les jeunes dépassent largement le seul travail aux champs ou les activités comme la pêche. Les jeunes sont engagés dans de nombreux aspects de l'économie rurale, au-delà de la seule production (Yeboah et al., 2020).

Du côté de la prévention, les nouvelles technologies et surtout si elles sont adaptées aux réalités des paysans font leurs preuves. L'application Garbal est une plateforme développée par l'ONG SNV au Mali et au Burkina Faso. Elle permet, grâce à des images satellites, d'obtenir des informations sur l'identification et l'analyse des pâturages, la localisation des infrastructures pastorales utiles aux éleveurs (parcs de vaccination, marchés...), les points d'eau, la pluviométrie, les poches de sécheresse, etc. Utilisée par déjà 65 000 éleveurs en avril 2020, l'application a comme objectif de diminuer les tensions et les conflits, ainsi qu'à faciliter les transhumances et les plantations (Nabaloum, 2020).

En plus de la dégradation de l'environnement, les jeunes affrontent des problématiques agricoles comme l'accès au crédit, qui limite l'innovation et l'insertion. Certains pays d'Afrique subsaharienne essaient alors de fournir des alternatives de garanties aux jeunes agriculteurs, comme la garantie OHADA, en vigueur dans 17 pays et qui permet aux jeunes d'utiliser des actifs comme leurs meubles pour garantie. Cette démarche, bien que nécessaire, est aussi risquée, car elle peut faire apparaître les jeunes comme un investissement dangereux (Deon & Fox, 2014).

L'adaptation et la prévention peuvent aussi être disséminées grâce aux formations et à l'apprentissage. Un projet en Éthiopie, Tanzanie et Kenya visant à lutter contre les effets du réchauffement climatique a montré comme le travail sur la qualité des sols, la gestion de l'eau, la diversification et les relations institutionnelles étaient des politiques complémentaires. Le projet a aussi souligné le succès des voyages d'études, qui se sont avérés particulièrement efficaces pour soutenir les agriculteurs dans leurs innovations, renforçant les liens entre les communautés, et avec les institutions (FAO, 2014).

Adapter, prévoir et innover sont les trois approches permettant de faire face à la dégradation de l'environnement, en prenant en compte la diversité, la complémentarité et les possibilités nouvelles offertes par les nouvelles technologies. L'adaptation au changement climatique ne peut se faire sans un investissement massif en capital financier et en capital humain, en particulier en direction des jeunes.

2.2 Stratégies transversales pour résister et tenir face aux chocs

Face aux chocs, les principaux risques liés à l'emploi des jeunes sont la cessation d'activité, la précarisation dans l'économie formelle et informelle, l'arrêt brutal des formations et le retard de l'insertion professionnelle. Les politiques classiques d'assurance, de soutien aux travailleurs et aux entreprises doivent être adaptées, tandis que toute une dimension de soin et de dialogue est à prendre en compte, notamment pour adapter les politiques aux besoins particuliers des jeunes femmes en temps de crise. Les actions permettent alors d'augmenter les choix des jeunes selon leurs particularités et aident à diminuer l'impact négatif de certaines stratégies d'urgence comme le retrait de l'école, la diminution des rations ou les activités à risque comme la prostitution pour les jeunes femmes.

Les systèmes d'assurances individuelles et familiales

Les systèmes d'assurance existent sous de nombreuses formes. On parle de filets de sécurité, de dons monétaires, de dons de biens ou de nourriture, de dons ciblés ou universels, de sommes données en une fois, ou plusieurs fois. Ces systèmes sont mis en place pour lutter contre l'extrême pauvreté, et peuvent être étendus ou renforcés en cas de chocs. Certains semblent plus efficaces que d'autres pour affronter des chocs de grande ampleur (Sandford et al., 2020).

Une expérience au Kenya de transferts d'argent par des mécanismes de revenu de base universels en temps de maladie à coronavirus a montré une inadéquation de ces projets avec une crise sanitaire et économique d'envergure. L'accès à un revenu de base universel généreux améliore peu le bien-être des gens, car ses effets sont réduits : les investissements risqués ne sont pas possibles et les besoins augmentent beaucoup. Ces résultats montrent toutefois l'importance de mécanismes d'aide d'urgence plus ambitieux et ciblés (Banerjee et al., 2020).

En Sierra Leone, le système naissant de protection sociale a été utilisé pour répondre à la crise d’Ebola et à des inondations (Sandford et al., 2020). En mai 2015, le gouvernement déployait son programme national de filet de sécurité «Ep Fet Po» alors que le pays était frappé par l’épidémie à virus Ebola puis par une crise économique. En 2017, de violentes inondations et un glissement de terrain ont touché Freetown et les mêmes mécanismes de protection ont été activés, associés à des projets UNICEF et d’ONG. Les systèmes de protection réactifs aux chocs ont été intégrés à des programmes existants de manière horizontale, soit en augmentant le nombre de bénéficiaires, soit verticalement en augmentant les volumes financiers transférés. D’autres ont été ajustés à la crise, en raccourcissant les délais de transferts par exemple. Différents programmes ont été agencés les uns avec les autres, entre distribution de nourriture et distribution d’argent. L’expérience du gouvernement et des organisations en place a permis d’agir relativement vite, simplifiant le choix des ménages bénéficiaires. Les jeunes et les personnes vulnérables ont été ciblés, mais aussi les ménages, en donnant aux femmes. Cela a eu comme résultat d’augmenter leur pouvoir de décision sur l’allocation des sommes et a amélioré leur position au sein du foyer. Différentes approches ont été menées et un certain nombre de parties prenantes ont souligné que l’approche par tranches (plusieurs sommes réparties dans le temps) gagnerait à être remplacée par une somme forfaitaire, limitant le travail bureaucratique et accélérant la réponse.

Ces expériences soulignent l’importance de la préparation aux catastrophes, permettant selon des plans préétablis d’accélérer les financements, le ciblage et surtout l’adaptation. En effet, les mécanismes d’assurances doivent être pluriels et intégrés à des mécanismes existants pour répondre au mieux aux besoins des plus vulnérables, en ajoutant une distribution de nourriture à une mesure classique de filets sociaux par exemple.

Les assurances ciblant les travailleurs et les jeunes travailleurs

Ces assurances visent spécifiquement les travailleurs. Elles peuvent être associées à des formations, soutenir les travailleurs de l’économie formelle et informelle, atteindre les travailleurs en général ou plus spécifiquement les jeunes.

Face aux crises économiques, qu’elles soient dues aux répercussions des pandémies ou monétaires, les programmes visant à soutenir les travailleurs ont plus de chances de soutenir les jeunes s’ils visent les travailleurs de l’économie informelle que ceux de l’économie formelle. Des mesures, comme en Afrique du Sud, où le salaire d’environ 800 000 travailleurs est maintenu malgré leur inactivité (OIT, 2020f), ou encore la rotation des travailleurs à leurs postes ou la diminution des heures de travail, soutiennent essentiellement les travailleurs de l’économie formelle. Or, seulement une minorité de jeunes y travaille.

La protection sociale des travailleurs de l’économie informelle est la principale mesure prise par les différents pays face à la crise économique actuelle. Sur les 181 pays qui ont introduit des mesures de protection sociale en mai 2020, seulement 9 pays africains ciblaient spécifiquement les travailleurs informels (FAO, 2020). L’aide est surtout donnée par espèces, mais l’assistance alimentaire est aussi mise en place. Au Soudan et au Rwanda, des articles essentiels comme le savon sont aussi distribués. Le ciblage des travailleurs informels est délicat compte tenu de leur non-existence administrative. De nouvelles plateformes commencent à être mises en place, notamment par des sites web dédiés. Toutefois, le ciblage par application exclut tous ceux qui ne peuvent avoir de smartphones et il semble parfois plus efficace de recenser les travailleurs à partir de bases administratives existantes (FAO, 2020; Özler, 2020). Au Rwanda, le gouvernement passe les «isibo», soit la plus petite entité administrative, couvrant 15 à 20 ménages pour repérer les plus vulnérables (FAO, 2020). Ces derniers peuvent appeler directement le responsable pour transmettre leurs besoins ou utiliser un numéro gratuit. Si le ciblage peut être plus efficace en temps normal, l’acuité de la crise diminue son effet pour les pays qui n’ont pas encore mis en place d’assurance des travailleurs pauvres (Özler, 2020).

Adapter la taxation est également une mesure importante pour soulager les travailleurs de l’économie informelle. L’expérience a montré que lors de la crise à virus Ebola en Sierra Leone, les revenus de taxation de l’État se sont effondrés, faisant reposer l’essentiel des taxes, de manière indirecte, sur les travailleurs de l’économie informelle et les individus (Gallien & van den Boogaard, 2020; van den Boogaard, 2020). En temps de crise, il est essentiel de soulager des travailleurs qui sont largement majoritaires. Cela peut passer par des actions en apparence simple comme mettre de l’eau gratuitement à disposition dans les marchés (Action Aid, 2018).

Les politiques actives du marché du travail dont l'objectif est de directement soutenir l'intégration des individus sur le marché du travail (par des formations par exemple) couplés à des allocations et filets de sécurité sont l'une des actions les plus efficaces pour les jeunes travailleurs (OIT, 2020f, p. 19). Les programmes intégrés ont plus d'effets s'ils durent plus de 4 mois. Ils permettent de cibler les jeunes spécifiquement et notamment les plus vulnérables. Les filets sociaux ont été ainsi associés à des programmes d'emplois intensifs, offrant une activité malgré la crise aux Philippines, à des mesures de chômage partiel en Afrique du Sud, etc. Ces programmes ont d'autant plus d'effets qu'ils sont conséquents et dotés de ressources suffisantes, et particulièrement pendant les crises économiques, ce qui en fait un enjeu pour les pays dits fragiles.

Un projet de formation à destination des jeunes, appelé « Youth Employment Support Project » (YESP) et financé par la Banque Mondiale, a ainsi montré sa capacité à soutenir les jeunes travailleurs en Sierra Leone lorsque l'épidémie à virus Ebola a frappé le pays (Rosas et al., 2017). Le projet, mené par la Banque Mondiale, offrait des formations techniques et des formations d'entrepreneuriat, ainsi qu'une petite allocation pour couvrir les frais de transport (0,60 dollar par jours, soit à peu près 80 dollars pour 9 mois). Le projet a montré que l'association des formations et de l'allocation a amélioré de manière significative les conditions des jeunes, augmentant par exemple de presque 64 % le salaire des femmes. L'allocation s'est transformée en assurance sociale et source de revenus, dans un contexte où les sources de financement comme le micro crédit se sont brutalement arrêtées. Les personnes les plus pauvres et les plus fragiles ont surtout consommé au lieu d'investir, ce qui montre que le projet a besoin également de s'adosser à un programme de filet de sécurité plus large pour être plus efficace. Dans tous les cas, l'association de formations et d'allocation est au cœur du succès de cette approche. L'allocation seule était trop faible pour permettre les changements observés tandis que les formations n'auraient pas pu permettre l'amélioration financière des jeunes.

D'autres assurances aux travailleurs peuvent cibler plus spécifiquement certains types de chocs, comme notamment les assurances associées à risques météorologiques, permettant d'affronter des catastrophes naturelles comme les sécheresses. Le Malawi a par exemple mis en place un programme d'assurance sécheresse pilote innovant pour soutenir les producteurs locaux d'arachides. Les agriculteurs ont des graines certifiées et en cas de récoltes touchées par des catastrophes, peuvent demander une indemnisation sous la forme d'un remboursement de leurs prêts, directement aux banques. Ce projet était inédit en Afrique (Banque Mondiale et al., 2014). Plusieurs années après son lancement, certaines leçons peuvent en être tirées. Tout d'abord, le taux de souscription est assez faible. L'assurance entre en concurrence avec d'autres mécanismes de résilience, notamment familiaux. Par ailleurs, les risques de catastrophe peuvent apparaître trop incertains pour des ménages déjà en difficulté au quotidien (Carter et al., 2015). Ces assurances, importantes, ne peuvent ainsi suffire et n'effacent pas non plus les chocs psychologiques forts qu'entraîne par exemple la perte de tout un troupeau. Enfin, elles doivent être associées à des mesures de prévention (Relief Web, 2013).

Les actions visant à soutenir les travailleurs en temps de crise doivent être adaptées à l'économie informelle, s'adosser à des politiques intégrées et mixtes, permettant la continuité, le gain de temps et d'argent.

Les actions en faveur et menées par les entreprises du secteur privé

Les entreprises peuvent être soutenues directement dans leur action en faveur de l'emploi des jeunes. Elles sont également actrices de politiques et le travail de dialogue social peut permettre d'atténuer les chocs.

Les subventions à l'emploi sont les mesures les plus largement mises en place et permettent de contenir et de tenir le choc pour les entreprises et donc leurs travailleurs (OIT, 2020f). Cependant, les entreprises moyennes et familiales sont les plus importantes en Afrique et des études montrent leur plus grande résistance aux chocs grâce aux solidarités familiales importantes, tant du point de vue économique qu'émotionnelles (Ndubuisi & Koroku Avenyo, 2020). Leurs besoins économiques peuvent cependant être plus importants alors que la plupart des réponses apportées par les pays visent le secteur formel comme les compagnies aériennes, le commerce, les assurances, etc. grâce à différentes actions comme la réduction des heures de travail, la baisse de taxes, etc. En avril 2020 en Algérie par exemple, aucune des entreprises de l'économie informelle ne pouvait bénéficier de ces mesures (OIT, 2020d). Elles sont principalement soutenues par les filets sociaux protégeant les individus.

Intégrer les entreprises de l'économie informelle et formelle passe avant tout par le dialogue social. Ce dernier est alors un moyen de résister en période de crise économique, politique ou lors d'un désastre. En 2002, la Côte d'Ivoire a été scindée en deux, entre un nord et un sud divisés politiquement. Les syndicats de travailleurs ivoiriens ont discuté avec la confédération générale des entreprises de la Côte d'Ivoire afin de proposer un plan avec un système de rotation entre chômage technique et plein emploi, assurant que le minimum de travailleurs soit licencié (OIT, 2020c).

Les entreprises de l'économie formelle ont également montré qu'elles pouvaient participer aux actions d'urgence. Déjà lors de l'épidémie à virus Ebola, au Libéria, LWSP, une entreprise de fabrication de vêtements de commerce équitable appartenant à des travailleurs libériens a offert des opportunités économiques à plus de 300 femmes, en transformant son usine en un centre de distribution de kits de prévention Ebola dans toute l'Afrique de l'Ouest (World Bank et al., 2015). Les employeurs ont également joué un rôle de prévention auprès de leurs employés et de leurs familles, contribuant à l'arrêt de l'épidémie. Les entreprises multinationales opérant dans les pays touchés par Ebola ont également formé un groupe en 2014, appelé EPSMG, qui a contribué sous forme de dons à la lutte contre la maladie. En 2017, la Côte d'Ivoire, la Confédération générale des Entreprises de Côte d'Ivoire a lancé une plateforme humanitaire appelant à réunir les acteurs du privé et l'aide. Les entreprises sont souvent les premières sur place lors d'une crise. La plateforme a ainsi pu agir auprès des pays voisins lors de la crise Ebola (OIT, 2020c). De plus, entre lobbying et médiations, les entreprises multinationales, avec l'appui de leurs ambassades, peuvent parfois aussi apporter des avancées positives. Une étude sur les entreprises néerlandaises en Afrique a ainsi montré la capacité conjointe des ambassades à mener à bien des projets économiques, dans des contextes de crise politique, en prenant en compte les communautés (Balt & Davis, 2014).

Ces éléments montrent l'importance de soutenir les entreprises privées, par des actions directes, visant le secteur de l'économie formelle, grâce à des politiques de réduction des taxes, d'encouragement à l'emploi, etc., mais sans oublier les entreprises de l'économie informelle. À ce titre, peu de recherches s'attardent sur les reconversions professionnelles temporaires, en temps de crises, menées par ces petites entreprises pour tenir et échapper à l'inactivité, par exemple la fabrication de masques (Walter, 2020).

Soutien indirect à l'emploi par l'inclusion et le soin

L'emploi dans la crise passe également par des politiques indirectes, dont l'objectif est tout d'abord le soin et l'inclusion. En 2014, le projet suivi par des chercheurs de l'ONG BRAC et destiné à soutenir de jeunes filles est confronté à la crise d'Ebola. Les chercheurs en profitent pour observer les différences entre les jeunes filles faisant partie du projet et les autres. Le projet a mis en place des «clubs» de jeunes filles, mélangeant formation et conseil. À la fin de l'épidémie, les jeunes filles faisant partie de ces clubs ont en moyenne moins abandonné l'école et ont eu moins de grossesses précoces. Les chercheurs concluent en expliquant que ces types d'action, peu chères à mettre en place, permettent de protéger les acquis des femmes malgré les crises et soulignent également l'extrême importance à assurer des soins de santé, mais aussi de suivi auprès des femmes et des jeunes filles, particulièrement touchées par les crises (Bandiera et al., 2019).

Les expériences montrent également qu'en plus de la recherche d'emploi, les politiques doivent promouvoir la transparence et l'inclusion, sans se tromper non plus de bénéficiaires. L'aide aux associations de jeunes pour permettre leur participation va souvent aux jeunes urbains affiliés au parti au pouvoir, en fonction d'un ciblage patronisé important (Marc et al., 2015; Oosterom & Gukurume, 2019). Les jeunes proches du pouvoir sont ainsi les plus favorisés, mais ne correspondent pas à la majorité des jeunes dans le besoin. Les institutions doivent promouvoir un dialogue qui dépasse le temps des élections (Handy & Djilo, 2020), avec par exemple des médiateurs ou une transparence face aux budgets. La diffusion d'informations compréhensibles sur les processus de ciblage des jeunes et la mise en place de mécanismes de responsabilisation peuvent aussi jouer un rôle positif. Les projets cherchant à promouvoir la voix des jeunes sont nombreux, et ont des résultats tangibles sur la communication des jeunes et leur bien-être, notamment grâce aux projets animés par des pairs (Marcus & Cunningham, 2016). L'organisation Africa's voice cherche également à ancrer les projets dans le quotidien des jeunes et un projet pilote basé sur l'échange de SMS entre participants du projet, plateforme et conversation directe a permis de montrer qu'à un coût relativement faible il était possible d'inclure les jeunes et favoriser ainsi un sentiment d'appartenance (Africa's voice foundation, 2016; World Bank, 2020b).

Ces quelques exemples soulignent l'importance de l'inclusion des jeunes, et de la compréhension de leurs besoins en temps de crise, notamment les jeunes filles, et d'écoute. Les projets cherchant à soutenir la voix des jeunes ont un effet sur les tensions qui traversent une population de jeunes largement discriminée par son âge, mais aussi par ses conditions sociales.

3. Entrelacement et chocs des arcs de crises : l'exemple du Mali

Mamoutou Fofana, jeune chercheur du Laboratoire Mixte Internationale MaCoTer, Mali

Nous proposons dans cette dernière partie un regard sur les stratégies face à l'emploi des jeunes au Mali, pays emblématique de cet entrelacement des crises. Un travail de terrain a ainsi été mené par un étudiant du Master « Sociétés, Culture et Développement » (SOCDEV) du laboratoire Mixte International – MaCoTer., répondant à un manque observé dans la littérature autour des ressources des jeunes lorsqu'ils sont confrontés, de manière ordinaire, à un entrelacement de crises.

3.1 Ressentis et habiletés sociales des jeunes de 2012 à 2020 en contexte de crise(s) au Mali

Le Mali est depuis une décennie plongé dans une situation sans précédent. L'accord pour la paix et la réconciliation a été signé en 2015, mais le pays reste confronté à de nombreux défis en termes de gouvernance et de sécurité. Le conflit est passé du nord vers le centre, et l'environnement sécuritaire ne cesse de se dégrader en raison de l'activisme des groupes armés, de la résurgence des conflits locaux et civils, sur fond de formation de milices aux bases communautaires, ainsi que d'une montée de la criminalité transnationale organisée. Attaques de localités, de postes de sécurité, camps militaires, bilan matériel et humain lourd se succèdent. Les populations sont précarisées chaque jour davantage et les écoles sont fermées. À Bamako, depuis fin 2012 le quotidien est marqué par des scandales ou rumeurs de corruption, népotisme croissant, etc., qui ont fini par pousser le peuple dans les rues légitimant ainsi le « coup de force » militaire d'août 2020 et aboutissant à nouveau à une transition politique, encore en cours.

Nous souhaitons dans ce contexte mieux comprendre l'entrelacement des crises et leurs effets sur les jeunes, et comprendre quels sont leurs ressentis et stratégies personnelles, en marge des projets qui leur sont destinés. En quoi la superposition des crises et leur lot de contraintes façonnent-ils les perspectives d'avenir des jeunes au Mali? Quelles sont les stratégies et ressources des jeunes dans ce contexte de double contrainte sociale et économique?

Selon nous, face aux crises actuelles, les jeunes développent des habiletés d'intégration sociale. L'expression « habiletés sociales » rend compte des attitudes, des comportements et des pratiques entretenues par les jeunes dans divers domaines au Mali. Compte tenu de la lourdeur des contraintes sociales qui pèsent sur les jeunes, ces derniers disposent de moyens pour *composer avec* ou *transformer* ces contraintes en avantages.

Pour répondre à nos questions, nous sommes partis de 2012, date d'éclatement patent des crises. Nous avons opté pour une étude qualitative basée sur des entretiens semi-directifs. Nous avons développé une approche mixte, entre milieu urbain (Bamako, la capitale) et rural (Mansatola, région de Koulikoro)¹³. Au total, 15 jeunes ont fait l'objet d'un entretien (9 hommes et 6 femmes), choisis en fonction de trois catégories : jeunes salariés dans l'économie formelle, jeunes travaillant dans l'économie informelle et jeunes sans activités¹⁴. Nous avons utilisé une définition souple de « jeunes », en fonction de leur catégorie sociale, dépassant les limites d'âge posées par les Nations unies. Les « jeunes » interrogés ont ainsi entre 15 et 40 ans.

Situation des jeunes selon les espaces urbains et ruraux

Au Mali, les jeunes âgés de 15 à 40 ans représentent 38,8 % de la population. En 2014, le taux global d'activité s'élevait à 66 % contre 6,7 % de chômeurs (ONEF, 2015). Parmi ceux en activité, seul 1 % a un niveau d'études supérieures.

¹³ Le détail du profil des enquêtes, âge, sexe et localisation est disponible en annexe

¹⁴ Explications détaillées en annexes

Dans l'espace urbain, les jeunes qu'ils soient issus d'un quartier populaire (Bagadadji) ou d'un quartier plus favorisé (Baco-jicoroni Golf) sont tous dans une situation financière précaire, en raison de l'analphabétisme, de l'inadéquation emploi-formation et de la corruption. Cependant, les jeunes issus du quartier de Baco-jicoroni Golf, vivent moins les effets des crises, du fait de la protection et de l'assistance dont ils bénéficient de la part de leurs familles, en général plus aisées que celles des milieux populaires de Bamako. Par ailleurs, les jeunes de Bagadadji sont aussi stigmatisés. En effet, il n'est pas rare qu'ils soient qualifiés de « Bamakɔka denw »¹⁵. L'expression sous-entend un comportement urbain, oisif, violent, d'addiction à la drogue, ainsi que des pratiques de vol et de braquage à main armée.

Les jeunes urbains circulant dans l'espace rural s'en sortent mieux et prennent l'avantage sur leurs homologues ruraux, beaucoup moins instruits et souvent analphabètes. Les effets conjugués des crises participent à accroître les flux d'allers-retours dans l'espace rural, animés par de jeunes diplômés qui optent pour le retour tandis que les locaux migrent de plus en plus vers la ville.

3.2 Ressentis subjectifs des jeunes face à la « crise »

Si les élites parlent d'une « crise multidimensionnelle », cette labellisation est presque absente du discours local. Elle s'apparente à un emprunt fait par certains sous le mot issu du français « *Kirisi* », dominant en milieu urbain. Dans l'espace rural on parle de « *gèleya* » qui signifie en bamanankan, « durcir », « cherté » de la vie, difficultés économiques ou la « galère ».

Cependant, peu de jeunes établissent une relation de cause à effet entre les crises latentes et leur situation actuelle. Mais tous sont unanimes et conscients de leur situation difficile face à l'emploi. L'expression « ça ne va pas » apparaît constamment dans les discours. À quelques exceptions près, on relève des mentions au « *kɔronfɛkɛlɛ* » (la guerre du nord) ; aux coups d'État de 2012 et 2020. Enfin, une minorité à Bamako, précisément les diplômés dans le secteur de la restauration, mentionne l'épidémie à coronavirus comme facteur de ralentissement de leur activité.

Toutefois, la réussite sociale par l'accumulation de richesse est au cœur de tous les discours. Dans une telle configuration, il n'y a pas de bon et de mauvais travail, tant qu'il rapporte suffisamment d'argent. En milieu rural et dans les zones de tensions, les jeunes diplômés revenus ont plus d'opportunités, car beaucoup d'ONG encouragent le recrutement de locaux. Pour leurs homologues analphabètes ou déscolarisés résidents, la migration saisonnière devient la norme.

3.3 De l'articulation entre stratégies de survie et portraits types des jeunes

Le gel des emplois, la formation peu centrée sur les savoirs techniques, la question de l'utilité des savoirs façonnent le parcours professionnel des jeunes diplômés. Le grand marché est l'épicentre de Bamako, capitale et ville la plus peuplée où se concentre l'activité économique. Pour les diplômés des *medersas*¹⁶, le marché devient un repère à défaut d'emploi dans l'enseignement. Hammadoun, 28 ans et détenteur d'une licence en droit islamique obtenu en 2015. Il est aujourd'hui gestionnaire d'une boutique. Sans emploi pendant 2 ans, il finit par accepter l'aide d'un « frère » pour entrer au marché. Après quelques années de travail sans salaire, son employeur lui accorde finalement une rémunération de 150 000 francs CFA.

Ceux qui ne peuvent jouir de capital social font « la navette » (« *navetane* ») entre plusieurs activités. C'est ce qu'évoque Diawara, lorsqu'il affirme que « *le navetane prévient la prochaine crise et multiplie ses chances en diversifiant les occupations* » (Diawara, 2003 : 77). Toutefois, la « navetane » entre les emplois est réduite par les crises, mais aussi par des formes de concurrences externes. Par exemple, Macina Diallo, 32 ans, travaillait dans les métiers connexes du bazin teinté¹⁷. Il a été obligé de se reconverter dans la conduite de moto-taxi « *Il n'y a plus de marché pour le bazin, les Chinois ont tout gâté avec leur bazin industriellement coloré* ». L'entrée du bazin teinté industriellement sur le marché malien, plus accessible, moins coûteux et présentant parfois plus de qualité, engendre une grande perte d'emploi chez les femmes et jeunes du secteur de la fabrication artisanale.

15 L'expression signifie littéralement « les enfants de Bamako ». Dans le langage courant bamakois, elle est employée pour désigner ceux des quartiers de la commune I du district, dont Bagadadji.

16 Établissement d'enseignement religieux musulman

17 Un tissu industriel fait à base principalement de coton, mais parfois en soie ou en laine d'Allemagne, des Pays-Bas de certains pays de l'Asie. Sa fabrication fait intervenir des commerçants de tissu, des vendeurs de colorants synthétiques et les femmes qui teignent le tissu avec leurs mains, enfin les jeunes ruraux dans les villes qui font la mise en forme à travers un dispositif de bois à l'image du marteau et de l'enclume.

Le chômage volontaire est surtout mobilisé par les plus diplômés. À Baco-jicoroni golf, nous avons rencontré une jeune femme, Hamparé, titulaire d'un diplôme en droit international obtenu au Maroc en 2013. Elle a obtenu un poste d'assistante dans un cabinet d'avocat avant de démissionner quelques semaines plus tard : *« J'avais un salaire de misère, 125 000 francs par mois c'est pourquoi je suis partie. Ce salaire est inférieur à la somme d'argent que je peux obtenir de ma mère et de mes sœurs en cas de besoin »*.

L'école représente pour les jeunes une stratégie ambivalente. À Mansatola, beaucoup estiment que l'école n'assure plus la réussite sociale. Un jeune rural nous explique son décrochage après son échec au Baccalauréat de la session de juin 2003 : *« J'ai eu raison d'abandonner, parce que sur 48 élèves que nous étions en 9^e année, seulement 3 ont aujourd'hui du travail. Aujourd'hui si tu étudies, il n'a que deux débouchés, soit porteur d'uniformes, soit enseignant. Il n'y a rien en dehors de ces deux-là. Et Dieu merci j'ai une boutique ici et je travaille aussi dans une entreprise de forage qui m'appelle en cas de besoin »* (Diarra, 27 ans).

Les jeunes diplômés d'origine rurale s'inscrivent quant à eux dans une dynamique nouvelle, à savoir le retour à la maison pour tirer le plus possible de bénéfice des projets de développement ou des dispositifs d'aide humanitaire. À Mansatola, nous avons rencontré quatre jeunes (2 jeunes femmes et 2 jeunes hommes), tous diplômés et qui illustrent bien cette tendance. Ils ont tous opté pour un retour volontaire. Labé, âgé de 30 ans, est détenteur d'une maîtrise en anglais bilingue obtenue en 2012 à Bamako. De son retour dans son village en 2015, il devient président de la jeunesse en 2016, président du Club du Citoyen Actif (CLAC-AJCAD), point focal de la Croix rouge malienne, courtier principal de la mairie : *« Après trois ans passés à Bamako à ne rien faire, je me suis dit que je serai bien utile ici¹⁸ qu'en restant à Bamako, parce que les gens comme moi¹⁹ ne trouvent pas d'emploi, alors qu'ici je peux beaucoup aider ma mère surtout que mon père venait de décéder »*. Awa, 26 ans, échoue au Baccalauréat de la session de juin 2012. Enseignante d'école communautaire « ecomart » pendant cinq ans avec un salaire de 25 000 francs, elle est désormais monitrice principale du jardin d'enfants de Mansatola. À côté de son travail de monitorat et du petit commerce, elle est beaucoup sollicitée par les ONG. Elle affirme *« depuis que j'ai commencé, je ne fais plus la cuisine »*. Awa incarne une forme d'émancipation monétarisée des jeunes femmes rurales, capables de redistribution d'argent aux aînés.

3.4 L'émergence de nouveaux réseaux sociaux dans et par la crise

De nouveaux réseaux sociaux et économiques s'agencent en permanence à Bamako. Les motos taxis, les casinos, le Premier BET²⁰, la course en direct de PMU²¹, ou encore la vente promotionnelle constituent des tremplins attractifs pour une jeunesse désemparée. À l'interface de ces innovations, le grand marché de Bamako, où se concentre l'activité économique, est aussi devenu un lieu de prédilection pour les jeunes de diverses provenances.

Les jeunes ne sont pas dans un état « d'assistancialisme » devant l'Etat (Niang, 2019), car peu peuvent avoir ce luxe d'attendre (Traoré, 2005, p.6). Les pratiques d'accès à l'emploi des jeunes relèvent davantage de la vigilance et l'inventivité. Les activités occasionnelles spontanées comme la vente de masque avec l'avènement la pandémie à coronavirus, ou la vente d'essence due à la chute des prix sur les artères principales de la ville sont fréquentes. Ces activités n'ont pas vu le jour avec l'avènement de la crise du coronavirus, mais elles ont pris une ampleur forte fin 2020.

En somme, face aux crises, les jeunes sortent des schémas classiques d'emploi généralement issus de l'État à travers les concours de la fonction publique ou par les réseaux de connaissances et les projets. On constate, à la suite des crises, un renouvellement des formes et types d'emplois, par des jeunes de plus en plus actifs, où les « habiletés sociales » comme manières de s'ajuster à un contexte stable dans son instabilité sont essentielles.

18 Il s'agit de son village natal, Mansatola, une commune du cercle de Kolokani

19 Il s'agit des étudiants qui viennent des milieux ruraux et qui ne disposent pas d'un capital social conséquent dans l'administration publique ou privée pouvant faciliter leur insertion.

20 Paris sportif et des jeux de Vegas en ligne

21 Paris en direct sur les courses de chevaux de l'entreprise française Pari Mutuel Urbain

4. Recommandations basées sur les évidences et les enjeux de l'emploi des jeunes en temps de crise(s)²²

La Banque Mondiale dresse chaque année une liste des pays fragiles et en situation de conflit. En 2020, les 43 économies du monde avec les taux de pauvreté les plus élevés étaient soit des pays fragiles et en conflits, principalement, mais sans s'y réduire, en Afrique subsaharienne. À la fin de 2020, plus de la moitié de la population pauvre mondiale vivait dans ces pays, témoignant d'un lien fort entre pauvreté, conflit et fragilité (World Bank, 2020a). Dans ce contexte, les jeunes représentent la population la plus nombreuse et la plus marginalisée. Dans les crises, l'emploi et surtout l'emploi décent est un facteur d'apaisement, même si l'absence d'emploi n'explique jamais de manière causale les conflits. Agir pour l'emploi des jeunes demande de s'adresser à la fois à des enjeux structurels qui touchent toutes les populations (la rareté de l'emploi) et à la fois les enjeux touchants spécifiquement les jeunes. Cela ne peut être fait sans prendre en compte la variété de statuts, de besoins et de ressources, différente selon les pays, les régions, le genre et la situation. Cependant, certaines évidences se rejoignent.

Ainsi, les politiques et les projets les plus efficaces sont ceux qui se consolident mutuellement, en prenant en compte l'entrelacement des crises. Dans les crises longues, les approches suivantes sont ainsi recommandées :

- Promouvoir l'emploi décent, même dans les crises. Si l'emploi n'explique pas la violence, il contribue fortement, dans ses formes décentes, à la promotion de la paix.
- Mener des approches intégrées, agissant sur l'offre et la demande d'emploi, mais aussi les approches mixtes entre formation, apport de capital et appui psychosocial doivent être privilégiées.
- Diversifier les portefeuilles d'activités des jeunes urbains comme des jeunes ruraux est nécessaire pour permettre aux plus vulnérables de résister en augmentant leurs stratégies possibles grâce à l'entrepreneuriat, le travail salarié même précaire et le travail dans l'économie informelle.
- Améliorer les activités des jeunes, en travaillant à ajuster les formations professionnelles aux besoins sectoriels des entreprises, en renforçant un environnement et des politiques d'emploi propices aux jeunes au niveau national et local et en soutenant le dialogue social, surtout avec les travailleurs informels.
- Déployer des filets sociaux pour les plus vulnérables et notamment pour les jeunes ruraux, investir auprès de ces derniers est essentiel.
- Soutenir l'entrepreneuriat chez les femmes et les mettre au cœur des politiques de filets sociaux est également indispensable.
- Par ailleurs, pour tous les projets menés avec des femmes, les masculinités et la construction des rôles genrés doivent toujours être prises en considération.
- Face à la dégradation de l'environnement, les politiques doivent investir en formations et capital pour soutenir les jeunes agriculteurs en diversifiant les cultures, tout en s'appuyant sur les nouvelles technologies pour favoriser la prévention des conflits et catastrophes.

²² Ces recommandations sont basées sur l'analyse des conséquences des crises et sur les résultats probants des projets menés pour soutenir l'emploi des jeunes dans ces situations. Une présentation globale de ces liens est disponible sous forme de schéma en annexe 4.4.

Ces recommandations peuvent ensuite être étendues aux contextes de chocs, de manière à pouvoir mener les actions suivantes :

- Appuyer les assurances et filets sociaux existants pour les augmenter en montant et en nombre de bénéficiaires à la suite d'un désastre par exemple.
- Injecter du capital auprès des petites entreprises, en plus des aides habituelles pour aider à résister au choc.
- Associer les assurances environnementales prévenant les désastres à des politiques d'assurance sociale pour encourager leur souscription.
- Protéger le secteur de l'économie informelle en adaptant les taxes et les assurances sociales le temps d'absorber le choc afin de protéger l'emploi des jeunes du secteur informel
- Assurer la communication entre entreprises et travailleurs de l'économie formelle : réduction du nombre d'heures, chômage partiel, etc.
- Agir à partir des entreprises permet d'atteindre des zones difficiles et d'augmenter l'aide. Les entreprises sont aussi en temps de crises un moyen d'aider à tenir, et certaines actions sont intéressantes à promouvoir par ces dernières.
- Privilégier les projets à haute intensivité de main d'œuvre et porteurs socialement (hôpitaux, etc.) en cas de conflit permet de revaloriser les jeunes. Pour cela, il est aussi important de mener un plaidoyer pour mieux comprendre la situation des anciens enfants-soldats devenus jeunes.

Les crises et l'exclusion émiettent la confiance des jeunes dans leurs institutions, comme le montre la défiance des jeunes envers l'école au Mali. Les jeunes et notamment les jeunes femmes peuvent être les victimes principales de certaines crises, comme les conflits ou les chocs économiques. Il s'agit alors de privilégier des actions les visant spécifiquement :

- Maintenir des systèmes de santé maternelle et infantile et apporter un soutien aux femmes pendant les catastrophes tout en apportant des réponses sensibles aux problématiques de genre pendant une crise.
- Conserver un dialogue avec les jeunes pendant les projets et au-delà des élections, en assurant des plateformes d'échange inclusives, aide aussi à prendre en compte leur place particulière.

Les recherches doivent permettre d'approfondir notre connaissance des problématiques des jeunes, en faisant attention à différencier les catégories sociales auxquelles ils appartiennent :

- Les recherches doivent éviter les narratifs prédéfinis, et prendre en compte les mobilités, flexibilités et réversibilités (entre secteurs, entre ville et campagnes, aux niveaux régional et international).
- Il est nécessaire de ne jamais les séparer de leur environnement familial et économique et de son évolution.

À ce titre, la crise du coronavirus actuelle représente un phénomène sans précédent, pour laquelle un travail de prospective et d'anticipation des conséquences futures sur les jeunes reste difficile, même en se basant sur l'expérience de la crise Ebola. À un an du déclenchement de l'épidémie, il est donc urgent de commencer à capitaliser sur les efforts d'adaptation entrepris sur les projets de soutien et les stratégies des jeunes développées sur le terrain pour faire avec et en dépit des difficultés nouvelles, comme cela s'observe au Mali.

5. Bibliographie narratif

Action Aid. (2018). Taxation of the informal sector. ActionAid International Briefing. https://actionaid.org/sites/default/files/publications/informal_sector_taxes.pdf

Africa's voice foundation. (2016). Chatter SMS Youth Engagement : Pilot Mastercard Foundation Learning Report. Africa's voice.

Afrique Renouveau. (2020, 9 juin). Changement climatique et COVID-19 mettent à mal l'agriculture et la mobilité des jeunes en Afrique de l'Ouest et du Centre. Nations Unies : Afrique Renouveau. <https://www.un.org/africarenewal/fr/derni%C3%A8re-heure/changement-climatique-et-covid-19-mettent-%C3%A0-mal-lagriculture-et-la-mobilit%C3%A9-des>

Aïvo, G. (2016). L'impact des conflits armés et du terrorisme sur le développement socio-économique de l'Afrique. *African Yearbook of International Law Online / Annuaire Africain de Droit International Online*, 21(1), 271-291. https://doi.org/10.1163/22116176_02101011

Alcorta, L., Swedlund, H. J., & Smits, J. (2020). Discrimination and ethnic conflict : A dyadic analysis of politically excluded groups in sub-Saharan Africa. *International Interactions*, 46(2), 251-273. <https://doi.org/10.1080/03050629.2020.1716748>

Antoine, P., Razafindrakoto, M. & Roubaud, F. (2001). Contraints de rester jeunes ? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé, Antananarivo. *Autrepart*, n° 18(2), 17-36.

Arnaud, C., Ray, O., Tehio, V., & Grunewald, F. (2016). Jeunesses sahéliennes : Dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion (Notes techniques N° 15; p. 180). AFD et URD.

Awodola, B. (2009). Comparative International Experience with Reintegration Programmes for Child Soldiers : The Liberian Experience (Peace & Conflict Review N°. 4).

Baczko, A., & Dorronsoro, G. (2017). Pour une approche sociologique des guerres civiles. *Revue française de science politique*, Vol. 67(2), 309-327.

Balt, M., & Davis, P. (2014). International companies creating jobs in fragile settings (p. 41) [Final report for the Dutch Ministry of Foreign Affairs]. Spring factor.

Bandiera, O., Buehren, N., Goldstein, M., Rasul, I., & Smurra, A. (2019). The Economic Lives of Young Women in the Time of Ebola : Lessons from an Empowerment Program (Policy Research Working Paper N°. 8760; p. 80). World Bank.

Banerjee, A., Faye, M., Krueger, A., Niehaus, P., & Suri, T. (2020, septembre 2). The Effects of a Universal Basic Income during the COVID-19 Pandemic in Kenya. The Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL). <https://www.povertyactionlab.org/evaluation/effects-universal-basic-income-during-covid-19-pandemic-kenya>

Bangura, I. (2016). We Can't Eat Peace : Youth, Sustainable Livelihoods and the Peacebuilding Process in Sierra Leone. *Journal of Peacebuilding & Development*, 11(2), 37-50. <https://doi.org/10.1080/15423166.2016.1181003>

Banque Mondiale, GFDDR, UNDP, & UNISDR. (2014). Catastrophes naturelles dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord : Aperçu régional (N° 81658). Banque Mondiale, GFDDR, UNDP et UNISDR.

Barka, H. B., & Ncube, M. (2012). Political Fragility in Africa : Are Military Coups d'Etat a Never-Ending Phenomenon? (p. 16). African Bank of Development.

Barlet, S., & d'Aiglepierre, R. (2017). Les dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes sur le marché du travail en Afrique (p. 134) [Études de l'AFD]. AFD.

- Beegle, K., & Christiaensen, L. (2019). La pauvreté dans une Afrique en essor. World Bank Publications. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1232-3>
- Below, T. B., Mutabazi, K. D., Kirschke, D., Franke, C., Sieber, S., Siebert, R., & Tscherning, K. (2012). Can farmers' adaptation to climate change be explained by socio-economic household-level variables? *Global Environmental Change*, 22(1), 223-235. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2011.11.012>
- Benicourt, E. (2001). La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale. *Études rurales*, 159-160, 35-54. <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.68>
- BIT (Bureau International du Travail). (2019). Femmes et hommes dans l'économie informelle : Un panorama statistique (p. 170). Bureau international du travail.
- Blattman, C., & Annan, J. (2015). Can employment reduce lawlessness and rebellion ? A field experiment with high-risk men in a fragile state—Working paper 21289. National Bureau of Economic research. <http://www.nber.org/papers/w21289>
- Blattman, C., Fiala, N., & Martinez, S. (2019). The Long Term Impacts of Grants on Poverty : 9-Year Evidence from Uganda's Youth Opportunities Program (N°. 802; Ruhr Economic Papers -). Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung. <https://doi.org/10.2139/ssrn.3223028>
- Boeck, F. D., Honwana, A., & Hibou, B. (2000). Faire et défaire la société : Enfants, jeunes et politique en Afrique. *Politique africaine*, N° 80(4), 5-11.
- Brooks, K., Zorya, S., Gautam, A., & Goyal, A. (2013). Agriculture as a sector of opportunity for young people in Africa (N°. 6473; Policy Research Working Paper, p. 43). World Bank.
- Bryan, E., Ringler, C., Okoba, B., Roncoli, C., Silvestri, S., & Herrero, M. (2013). Adapting agriculture to climate change in Kenya : Household strategies and determinants. *Journal of Environmental Management*, 114, 26-35. <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2012.10.036>
- Cabane, L., & Revet, S. (2015). La cause des catastrophes. *Politix*, n° 111(3), 47-67.
- Calas, B. (2011). Introduction à une géographie des conflits... en Afrique. *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux*, 64(255), 295-320.
- Carter, M., Janvry, A. de, Sadoulet, E., & Sarris, A. (2015). Assurance climatique indiciaire pour les pays en développement : Examen des faits et propositions visant à augmenter le taux de souscription. *Revue d'économie du développement*, Vol. 23(1), 5-57.
- Cheik, S. (2020a, mai). Ces criquets pèlerins qui menacent d'affamer l'Afrique de l'Est. *The Conversation*. <http://theconversation.com/ces-criquets-pelerins-qui-menacent-daffamer-lafrique-de-lest-137310>
- Cheik, S. (2020b, juin 16). En Afrique de l'Est, l'agriculture au défi des sécheresses récurrentes. *The Conversation*. <http://theconversation.com/en-afrique-de-lest-lagriculture-au-defi-des-secheresses-recurrentes-140599>
- Cho, Y., & Newhouse, D. (2011). How Did the Great Recession Affect Different Types of Workers ? Evidence from 17 Middle-Income Countries (N°. 5636; Policy Research Working Paper, p. 50). World Bank.
- Cilliers, J. (2004). L'Afrique et le terrorisme. *Afrique contemporaine*, n° 209(1), 81-100.
- Cohen, J. (2010). How the global economic crisis reaches marginalised workers : The case of street traders in Johannesburg, South Africa. *Gender & Development*, 18(2), 277-289. <https://doi.org/10.1080/13552074.2010.491345>
- Cramer, C. (2015). Peace Work : Labour markets, work and violence (Human Development Report Office, p. 14). UNDP.
- Deon, F., & Fox, L. (2014). L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne (Série Forum pour le Développement

de l'Afrique. Washington). Banque Mondiale et AFD. <https://www.afd.fr/fr/ressources/lemploi-des-jeunes-en-afrique-subsaharienne>

Dudwick, N., & Srinivasan, R. (2013). *Creating Jobs in Africa's Fragile States : Are Value Chains an Answer?* (Directions in Development). The World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-0-8213-9793-0>

Ebiede, T. M. (2018). *Jobs for Ex-Militants in the Niger Delta—Why Isn't the Private Sector Involved?* (N° 155; IDS Policy Briefing, p. 2). Institution of Development Studies. <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/14003>

Enarson, E. (2000). *Gender and Natural Disasters* (Working Paper N° 1; In Focus Programme on Crisis Response and Reconstruction, p. 73). International Labour Organisation.

FAO (Food and Agriculture Organisation) (Éd.). (2014). *Adapting to climate change through land and water management in Eastern Africa : Results of pilot projects in Ethiopia, Kenya and Tanzania*. Food and Agriculture Organization of the United Nations.

FAO (Food and Agriculture Organisation). (2020). *Impact de la covid-19 sur les travailleurs du secteur informel* (p. 8) [Note d'information]. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://doi.org/10.4060/ca8560fr>

Floro, M. S., Tornqvist, A., & Tas, E. O. (2009). *The Impact of the Economic Crisis on Women's Economic Empowerment* (Working Paper Series, p. 59). Swedish International Development Agency.

Gallien, M., & van den Boogaard, V. (2020, avril 8). *To fight Covid-19, only the formal economy is getting tax breaks. The informal economy may be asked to foot the bill*. The International Centre for Tax and Development (ICTD). <https://www.ictd.ac/blog/covid-coronavirus-tax-breaks-informal-economy-workers/>

GIZ (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit). (2015). *Employment promotion in contexts of conflict, fragility and violence : Opportunities and challenges for peacebuilding*. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit.

Gourlay, Y. (2020, juin 1). *En Côte d'Ivoire, travailleurs et commerçants se jouent de la fermeture des frontières*. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/01/en-cote-d-ivoire-travailleurs-et-commerçants-se-jouent-de-la-fermeture-des-frontieres_6041385_3212.html

Handy, P.-S., & Djilo, F. (2020, septembre 8). *What causes Africa's coups? That is the question*. ISS Africa. <https://issafrica.org/iss-today/what-causes-africas-coups-that-is-the-question>

Hugon, P. (2009). *La crise mondiale et l'Afrique : Transmission, impacts et enjeux*. *Afrique contemporaine*, n° 232(4), 151-170.

Ilostat. (2019a). *Labour market access—a persistent challenge for youth around the world* (N° 5; Spotlight on work statistic, p. 10). ILO. https://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_676196.pdf

Ilostat. (2019b). *The working poor or how a job is no guarantee of decent living conditions* (N° 6; Spotlight on work statistics, p. 11). International Labour Organisation. https://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_696387.pdf

Ilostat. (2019c). *From School to work : An analysis of youth labour market transitions* (N° 9; Spotlight on work statistics, p. 11). International Labour Organisation. https://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_732422.pdf

Imrap, Interpeace & Indigo Côte d'Ivoire. (2016). *Au-delà de l'idéologie et de l'appât du gain : Trajectoire des jeunes vers les nouvelles formes de violence en Côte d'Ivoire et au Mali [Rapport de recherche participative]*. Imrap, Interpeace et Indigo Côte d'Ivoire.

ISS Africa. (2011). *Reintegrating ex-combatants in the Great Lakes region : Lessons learned*. <https://issafrica.org/research/monographs/reintegrating-ex-combatants-in-the-great-lakes-region-lessons-learned>

- Iwilade, A. (2013). Crisis as opportunity : youth, social media and the renegotiation of power in Africa. *Journal of Youth Studies*, 16(8), 1054-1068. <https://doi.org/10.1080/13676261.2013.772572>
- Izzi, V. (2013). Just keeping them busy? Youth employment projects as a peace-building tool. *International Development Planning Review*, 35, 103-117. <https://doi.org/10.3828/idpr.2013.8>
- Izzi, V. (2020). Promoting decent employment for African youth as a peace-building strategy. 64.
- Johnston-Anumonwo, I., & Doane, D. L. (2011). Globalization, economic crisis and Africa's informal economy women workers. *Singapore Journal of Tropical Geography*, 32(1), 8-21. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9493.2011.00416.x>
- Knowledge for development. (2020, août 12). Increasing soil fertility with Gliricidia trees : Agroforestry in Mali. K4d Knowledge for Development. <https://www.k4d.ch/increasing-soil-fertility-with-gliricidia-trees-agroforestry-in-mali/>
- Marc, A., Verjee, N., & Mogaka, S. (2015). The Challenge of Stability and Security in West Africa (Africa Development Forum Series, p. 215). AFD et World Bank.
- Marcus, R., & Cunningham, A. (2016). Young people as agents and advocates of development (p. 77) [Research reports and studies]. Overseas Development Institute.
- Martuccelli, D. (2015). Les deux voies de la notion d'épreuve en sociologie. *Sociologie*, Vol. 6(1), 43-60.
- Mercier, L. (2005). La pauvreté : Phénomène complexe et multidimensionnel. *Service social*, 44(3), 7-27. <https://doi.org/10.7202/706704ar>
- Monchuk, V. (2015). Réduire la pauvreté et investir dans le capital humain (p. 207). Directions du développement, Banque Mondiale.
- Nabaloum, A. A. (2020, avril 23). Les éleveurs évitent la violence et la sécheresse grâce aux satellites. *SciDev. Net Afrique Sub-Saharienne*. <http://www.scidev.net/index.cfm?originalUrl=/afrique-sub-saharienne/technologie/article-de-fond/eleveurs-evitent-violence-secheresse-grace-satellites-23042020.html&>
- Ndubuisi, G., & Koroku Avenyo, E. (2020). Coping during COVID-19 : Family businesses and social assistance in Nigeria. *Covid Economics, Vetted and Real Time Papers*, 51, 159-184.
- Nicole-Drancourt, C., & Roulleau-Berger, L. (2006). L'insertion des jeunes en France. PUF. <http://www.cairn.info/l-insertion-des-jeunes-en-france--9782130554882.htm>
- Nzekani, P. (2013). The lessons and Limits of DDR in Africa. Africa Centre for Strategic Studies. <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2016/06/ASB24EN-The-Lessons-and-Limits-of-DDR-in-Africa.pdf>
- OECD (Organisation de coopération et de développement économiques). (2020). States of Fragility 2020. OECD. <https://doi.org/10.1787/ba7c22e7-en>
- OIT (Organisation internationale du Travail). (s. d.). Travail décent. Consulté 17 janvier 2021, à l'adresse <https://www.ilo.org/global/topics/decent-work/lang--fr/index.htm>
- OIT (Organisation internationale du Travail). (2003). Jobs after war, a critical challenge in the peace and reconstruction puzzle. International Labour Organisation. https://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/2003/103B09_340_engl.pdf
- OIT (Organisation internationale du Travail). (2008). Measurement of decent work based on guidance received at the Tripartite Meeting of Experts on the Measurement of Decent Work. Organisation internationale du travail. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---integration/documents/meetingdocument/wcms_115402.pdf
- OIT (Organisation internationale du Travail). (2012, janvier 3). Secteur informel et formes atypiques du travail [Document]. http://www.ilo.org/actrav/areas/WCMS_DOC_ATR_ARE_INF_FR/lang--fr/index.htm

OIT (Organisation internationale du Travail). (2014). Rediscovering cooperatives : Young people finding work the cooperative way (N°. 4; Cooperatives and the world of work). International Labour Organisation.

OIT (Organisation internationale du Travail). (2017). Evaluating the results of an agricultural cooperative support programme. Business practices, access to finance, youth employment (Impact Report Series N°. 5; p. 46).

OIT (Organisation internationale du Travail). (2018). World Employment and Social Outlook–Trends 2018 (p. 82). International Labour Organisation.

OIT (Organisation internationale du Travail). (2019a). Les solutions qui marchent : Favoriser des parcours vers le travail décent. International Labour Organisation.

OIT (Organisation internationale du Travail). (2019b). Manuel : Comment concevoir, suivre et évaluer les résultats de consolidation de la paix dans le cadre des programmes d’emplois au service de la paix et de la résilience. (p. 106). Organisation internationale du Travail.

OIT (Organisation internationale du Travail). (2020a). Global employment trends for youth 2020 : Technology and the future of jobs. (p. 184). International Labour Organisation.

OIT (Organisation internationale du Travail). (2020b). Concept and definition : Working poor. <https://unstats.un.org/sdgs/metadata/files/Metadata-01-01-01b.pdf>

OIT (Organisation internationale du Travail). (2020c). Managing Conflicts and Disasters : Exploring collaboration between employers’ and workers’ organizations (p. 36). International Labour Organisation.

OIT (Organisation internationale du Travail). (2020d). The impact of the COVID-19 on the informal economy in Africa and the related policy responses (ILO Brief, p. 36). International Labour Organisation.

OIT (Organisation internationale du Travail). (2020e). Preventing exclusion from the labour market : Tackling the COVID-19 youth employment crisis (ILO Brief, p. 17). International Labour Organisation.

OIT (Organisation internationale du Travail). (2020a). Observatoire de l’OIT : le COVID-19 et le monde du travail. Quatrième édition (4e édition; Observatoire de l’OIT : le COVID-19 et le monde du travail., p. 26). Organisation internationale du Travail.

OIT (Organisation internationale du Travail). (2020f). Delivering income and employment support in times of COVID-19 : Integrating cash transfers with active labour market policies (ILO Brief, p. 9). International Labour Organisation. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms_748331.pdf

OIT (Organisation internationale du Travail). (2020b). Sustaining peace through decent work and employment (p. 20). Organisation internationale du travail. <https://doi.org/10.1787/ba7c22e7-en>

OIT (Organisation internationale du Travail), UNP, World Bank, UNDP (United Nations Development Programme). (2016). Employment programmes and peace : A joint statement on an analytical framework, emerging principles for action and next steps. Organisation internationale du travail, United Nations Peacebuilding, The World Bank, United Nations Development Programme.

Okojie, C. E. E. (2003). Employment creation for youth in Africa : The gender dimension. Expert Group Meeting on Jobs for Youth: National Strategies for Employment.

OMS (Organisation mondiale de la santé). (2005). Flambées épidémiques. OMS – Thèmes de santé; World Health Organization. http://www.who.int/topics/disease_outbreaks/fr/

OMS (Organisation mondiale de la santé). (2010, février 24). Qu’est-ce qu’une pandémie ? WHO; World Health Organization. https://www.who.int/csr/disease/swineflu/frequently_asked_questions/pandemic/fr/

OMS (Organisation mondiale de la santé). (2019, mars 27). Les maladies font perdre à l’Afrique 2,4 billions

de dollars par an, selon l’OMS. Regional Office for Africa. <https://www.afro.who.int/fr/news/les-maladies-font-perdre-lafrique-24-billions-de-dollars-par-selon-loms>

ONU Habitat. (2020). La COVID-19 dans les villes africaines (p. 34). ONU-HABITAT, FENU, UCLG-Africa, CEA.

Oosterom, M., & Gukurume, S. (2019). Managing the born-free generation : Zimbabwe’s strategies for dealing with the youth (N° 2; CMI Working Paper, p. 28). CMI CHR Michelsen Institute. <https://www.cmi.no/publications/7000-managing-the-born-free-generation-zimbabwes-strategies-for-dealing-with-the-youth>

Özler, B. (2020, mars 19). What can low-income countries do to provide relief for the poor and the vulnerable during the COVID-19 pandemic? World Bank Blog. <https://blogs.worldbank.org/impactevaluations/what-can-low-income-countries-do-provide-relief-poor-and-vulnerable-during-covid>

Pape, U., & Phipps, V. (2018). Impact of Conflict on Adolescent Girls in South Sudan (N° 8510; Policy Research Working Paper, p. 53). World Bank. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-8510>

Pontié, G., ed., Gaud, M., & ed. (1992). L’environnement en Afrique. Afrique contemporaine, 161, 300.

Pösel, N., Bähr, U., & Kronfeld-Goharani, U. (2018). Atlas de l’Océan. Faits et chiffres sur les menaces qui pèsent sur nos écosystèmes marins. Heinrich-Böll-Stiftung Schleswig-Holstein et le Cluster d’excellence Future Ocean de l’Université de Kiel.

Prince, H. (2016, juillet 1). Fading hope : Why the youth of the Arab Spring is still unemployed. The Conversation. <http://theconversation.com/fading-hope-why-the-youth-of-the-arab-spring-are-still-unemployed-60588>

Prince, H., Khan, A., & Halasa, Y. (2018). Economic Growth, Youth Unemployment, and Political and Social Instability : A Study of Policies and Outcomes in Post-Arab Spring Egypt, Morocco, Jordan, and Tunisia [Working paper]. United Nations Research Institute for Social Development. <https://doi.org/10.26153/tsw/1525>

Relief Web. (2013, mars). Les assurances ne sont pas une garantie de résilience pour les agriculteurs-World. ReliefWeb. <https://reliefweb.int/report/world/les-assurances-ne-sont-pas-une-garantie-de-r%C3%A9silience-pour-les-agriculteurs>

Revet, S., & Langumier, J. (2013). Le gouvernement des catastrophes. Karthala Éditions.

Rosas, N., Acevedo, M. C., & Zaldivar, S. (2017). They Got Mad Skills : The Effects of Training on Youth Employability and Resilience to the Ebola Shock (N° 8036; Policy Research Working Paper, p. 44). World Bank. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-8036>

Roux, S. L., & Noël, J. (2007). Mondialisation et conflits autour des ressources halieutiques. Écologie politique, N° 34(1), 69-82.

Samman, E., Lucci, P., Hagen-Zanker, J., Bhatkal, T., Teli Simunovic, A., Nicolai, S., Stuart, E., & Caron, C. (2018). SDG progress : Fragility, crisis and leaving no one behind. Overseas Development Institut. <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/12424.pdf>

Sandford, J., Rajput, S., Coll-Black, S., & Kargbo, A. (2020). Safety Nets, Health Crises and Natural Disasters : Lessons from Sierra Leone (Discussion Paper N° 2010; Social Protection and Jobs, p. 72). Banque Mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34952/Safety-Nets-Health-Crises-and-Natural-Disasters-Lessons-from-Sierra-Leone.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

Secrétariat général des Nations unies. (2020). Children and armed conflict (Report of the Secretary General A/74/845-S/2020/525; p. 38). United Nations. https://www.un.org/sg/sites/www.un.org.sg/files/atoms/files/15-June-2020_Secretary-General_Report_on_CAAC_Eng.pdf

Sibanda, S. (2019). Promoting decent work in the rural economy Lessons from Zimbabwe (2008-2018) (N° 327; Working Paper Series, p. 48). International Labour Organisation.

Skoufias, E. (2012). The Poverty and Welfare Impacts of Climate Change : Quantifying the Effects, Identifying the Adaptation Strategies. The World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-0-8213-9611-7>

Tanveer, M., Marelli, E., & Signorelli, M. (2012). The Impact of Financial Crises on Youth Unemployment Rate (N°. 79; Quaderno, p. 26). University of Perugia.

Tobias, J. M., & Boudreaux, K. C. (2012). Entrepreneurship and Conflict Reduction in the Post-Genocide Rwandan Coffee Industry. *Journal of Small Business & Entrepreneurship*. <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/08276331.2011.10593535?needAccess=true>

Toure, A. (2020, septembre 8). Ralentissement économique en Afrique [Text/HTML]. World Bank. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/10/08/world-bank-confirms-economic-downturn-in-sub-saharan-africa-outlines-key-policies-needed-for-recovery>

UNDP (United Nations Development Programme). (2017). Articulating the pathways of the impact of terrorism and violent extremism on the Kenyan economy (Policy Brief N°. 1). UNDP.

UNDRR (United Nations Office for Disaster Risk Reduction). (2020). The human cost of disasters : An overview of the last 20 years (2000-2019). UN Office for Disaster Risk Reduction.

UNECA (UN Economic Commission for Africa). (2015). Incidences socio-économiques d'Ebola sur l'Afrique (p. 101). Nations Unies : commission économique pour l'Afrique.

UNECA (UN Economic Commission for Africa). (2020a). Covid-19 : Stratégie de déconfinement pour l'Afrique (Covid-19 Reposte, p. 40). Nations Unies : commission économique pour l'Afrique.

UNECA UN Economic Commission for Africa). (2020b). Le Covid-19 en Afrique : Sauver des vies et l'économie (Covid-19 Reposte). Nations Unies : commission économique pour l'Afrique.

UNFPA (United Nations Population Fund) West and Central Africa Regional Office. (2018a). Adolescents and youth report : West and Central Africa. <https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA-WCARO-YOUTH-EN-WEB.pdf>

UNFPA (United Nations Population Fund) West and Central Africa Regional Office. (2018b). Les absents de la paix : Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité.

UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) (Éd.). (2005). The impact of conflict on women and girls in West and Central Africa and the UNICEF response. UNICEF.

UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance). (2018). 3 jeunes sur 10 sont analphabètes dans les pays touchés par des conflits ou catastrophes. Unicef Tunisie. <https://www.unicef.org/tunisia/communiqu%C3%A9s-de-presse/3-jeunes-sur-10-sont-analphab%C3%A8tes-dans-les-pays-touch%C3%A9s-par-des-conflits-ou>

United Nations and Folke Bernadotte Academy. (2021). Youth, Peace and Security : A Programming Handbook (p. 134). United Nations.

Van den Boogaard, V. (2020, mars 25). Fill the gaps, feel the pain : Insights from Sierra Leone on an epidemic's impact on local taxation, public services, and the poor. The International Centre for Tax and Development (ICTD). <https://www.ictd.ac/blog/sierra-leone-ebola-epidemic-impact-local-tax-public-services-coronavirus-developing-countries/>

van Kesteren, F., Dekker, M., & Gassmann, F. (2018). The business case for social protection in Africa (p. 120). INCLUDE.

Walter, C. (2020, mars 23). Liberia Initiative For Empowerment Produces Locally Made Reusable Mask To Prevent Coronavirus. *FrontPageAfrica*. <https://frontpageafricaonline.com/news/liberia-initiative-for-empowerment-produces-local-made-reusable-mask-to-prevent-coronavirus/>

Wise, T. A. (2020). Failing Africa's Farmers : An impact assessment of the alliance for a green revolution in

Africa (Working Paper N° 20-01; p. 38). Global Development and Environment Institute.

World Bank. (2016). An Integrated Framework for Jobs in Fragile and Conflict Situations. World Bank, Washington, DC. <https://doi.org/10.1596/25296>

World Bank. (2020a). Fragility and Conflict : On the front line of the fights against poverty (p. 115).

World Bank. (2020b). How technology can help incorporate youth voice in employment programs (Knowledge brief series N° 11). Solutions for youth employment.

World Bank, European Union, & African Development Bank. (2015). Recovering from the Ebola Crisis [Recovery strategy]. The United Nations, European Union, World Bank and African Development Bank. http://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_359364/lang--en/index.htm

Yeboah, T., Chigumira, E., John, I., Anyidoho, N. A., Manyong, V., Flynn, J., & Sumberg, J. (2020). Hard work and hazard : Young people and agricultural commercialisation in Africa. *Journal of Rural Studies*, 76, 142-151. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2020.04.027>

6.1 Définitions

Travail décent : le concept de « **travail décent** » est encadré par une série d'indicateurs, permettant de résumer les aspirations des êtres humains au travail, comme la sécurité sur lieu de travail, la protection sociale, la liberté de revendications et l'égalité de traitement des femmes et des hommes (OIT, s. d.). Il ne comprend pas les formes de travail informel pour l'Organisation internationale du travail, ce qui porte parfois à débats.

L'économie informelle correspond aux activités qui n'entrent pas dans le champ d'application de la loi, sans qu'elles soient forcément illégales : elles peuvent par exemple correspondre à des activités non couvertes par la législation (OIT, 2012).

J'appelle **économies de crise** les activités lucratives qui s'appuient sur un contexte de déstabilisation et de tension pour prospérer. Elles font partie de l'économie informelle, mais rejoignent surtout des activités criminelles, en général désapprouvées par la société, comme le trafic d'être humain ou la prédation.

Pauvreté : La pauvreté est un phénomène multidimensionnel qui ne se réduit pas à une absence de revenus (Benicourt, 2001). La pauvreté monétaire est ainsi liée à d'autres types de déficits comme l'absence de soin ou d'éducation. La pauvreté structurelle est ici comprise comme liée à un contexte qui génère des formes de pauvreté de manière continue sans améliorations importantes. Les pauvres ne sont pas forcément les mêmes d'une année à l'autre, mais le phénomène de pauvreté continue de toucher des franges importantes de la population (Mercier, 2005).

Conflits : Nous comprenons le conflit comme un processus de confrontation violent suivant une montée en puissance, une surenchère et une escalade de la violence, suivi potentiellement de médiations extérieures et d'une stabilisation provisoire, prélude à sortie de crise (Calas, 2011). C'est un processus compris dans un temps long dont la fin n'amène pas nécessairement la stabilité dans tout un pays ou une zone géographique. Les types de conflits sont pluriels et dépendent toujours du contexte dans lequel ils naissent et se développent. Ces conflits peuvent être définis comme un agencement, une coexistence, sur un même territoire de hiérarchies identitaires, de systèmes juridiques et de régimes de propriété économiques concurrents s'affrontant les uns et les autres par la violence (Baczko & Dorronsoro, 2017) 2017.

Pandémie et épidémie : Les pandémies sont considérées ici comme des maladies nouvelles ou ayant muté, dont la propagation est mondiale (OMS, 2010). Une épidémie et notamment une flambée épidémique correspondent à une brusque augmentation de cas d'une maladie dans un lieu et une saison donnée. Elle peut concerner un pays ou une région, durer plusieurs semaines ou plusieurs années (OMS, 2005).

Catastrophe naturelle : Les catastrophes correspondent aux incidents dits naturels qui ont peu d'impact sur les populations. Elles peuvent être de plusieurs types : géophysiques (tremblements de terre), hydrologiques (inondations), météorologiques (tempêtes), climatiques (sécheresses) ou biologiques (insectes). C'est leur rencontre avec des vulnérabilités et une présence humaine qui font d'elles des désastres. Naturaliser ces catastrophes rend compte du peu de prise que nous avons sur elles, mais nie également la synergie qu'elles entretiennent avec les actions et les fragilités humaines (Cabane & Revet, 2015).

6.2 Présentation détaillée du corpus

Types de documents et origine des sources																																																																																	
Types de sources	Nombre de documents	Nombre de sources par institutions	Type de document																																																																														
ONG et Fondations	3	<table border="1"> <tr><td>Actionaid</td><td>1</td></tr> <tr><td>Africa's voice foundation</td><td>1</td></tr> <tr><td>Relief Web</td><td>1</td></tr> </table>	Actionaid	1	Africa's voice foundation	1	Relief Web	1	<table border="1"> <tr><td>Actionaid Brief</td><td>1</td></tr> <tr><td>Africa's voice News and press release</td><td>1</td></tr> <tr><td>Relief Web Rapport</td><td>1</td></tr> </table>	Actionaid Brief	1	Africa's voice News and press release	1	Relief Web Rapport	1																																																																		
Actionaid	1																																																																																
Africa's voice foundation	1																																																																																
Relief Web	1																																																																																
Actionaid Brief	1																																																																																
Africa's voice News and press release	1																																																																																
Relief Web Rapport	1																																																																																
Institutions onusiennes et internationales	69	<table border="1"> <tr><td>AFD</td><td>1</td></tr> <tr><td>Banque Africaine de Développement</td><td>1</td></tr> <tr><td>Banque Mondiale</td><td>14</td></tr> <tr><td>Blog UN</td><td>2</td></tr> <tr><td>Bureau international du travail</td><td>1</td></tr> <tr><td>FAO</td><td>2</td></tr> <tr><td>GIZ</td><td>1</td></tr> <tr><td>FAO</td><td>2</td></tr> <tr><td>Ilostat</td><td>3</td></tr> <tr><td>Blog UN</td><td>3</td></tr> <tr><td>GIZ</td><td>1</td></tr> <tr><td>Mixte</td><td>6</td></tr> <tr><td>ONU Habitat</td><td>1</td></tr> <tr><td>Organisation de coopération et de développement économiques</td><td>1</td></tr> <tr><td>Organisation internationale du travail</td><td>20</td></tr> <tr><td>Organisation mondiale de la santé</td><td>3</td></tr> <tr><td>Programme des Nations unies pour le développement</td><td>1</td></tr> <tr><td>Secrétariat général des Nations unies</td><td>1</td></tr> </table>	AFD	1	Banque Africaine de Développement	1	Banque Mondiale	14	Blog UN	2	Bureau international du travail	1	FAO	2	GIZ	1	FAO	2	Ilostat	3	Blog UN	3	GIZ	1	Mixte	6	ONU Habitat	1	Organisation de coopération et de développement économiques	1	Organisation internationale du travail	20	Organisation mondiale de la santé	3	Programme des Nations unies pour le développement	1	Secrétariat général des Nations unies	1	<table border="1"> <tr><td>Billets de blogs</td><td>4</td></tr> <tr><td>Communiqué</td><td>1</td></tr> <tr><td>Compte rendu de réunion</td><td>1</td></tr> <tr><td>Cooperatives and the World of Work Series</td><td>1</td></tr> <tr><td>Définition</td><td>5</td></tr> <tr><td>Discussion paper</td><td>1</td></tr> <tr><td>Etudes</td><td>11</td></tr> <tr><td>Evaluation</td><td>1</td></tr> <tr><td>ILO Brief</td><td>2</td></tr> <tr><td>Impact report</td><td>1</td></tr> <tr><td>Joint statement</td><td>1</td></tr> <tr><td>Knowledge Brief</td><td>1</td></tr> <tr><td>Manuel</td><td>2</td></tr> <tr><td>Note d'information</td><td>1</td></tr> <tr><td>Ouvrage</td><td>5</td></tr> <tr><td>Policy brief</td><td>1</td></tr> <tr><td>Policy research</td><td>5</td></tr> <tr><td>Rapports</td><td>15</td></tr> <tr><td>Statistiques</td><td>4</td></tr> <tr><td>Stratégies</td><td>2</td></tr> <tr><td>Working paper</td><td>4</td></tr> </table>	Billets de blogs	4	Communiqué	1	Compte rendu de réunion	1	Cooperatives and the World of Work Series	1	Définition	5	Discussion paper	1	Etudes	11	Evaluation	1	ILO Brief	2	Impact report	1	Joint statement	1	Knowledge Brief	1	Manuel	2	Note d'information	1	Ouvrage	5	Policy brief	1	Policy research	5	Rapports	15	Statistiques	4	Stratégies	2	Working paper	4
AFD	1																																																																																
Banque Africaine de Développement	1																																																																																
Banque Mondiale	14																																																																																
Blog UN	2																																																																																
Bureau international du travail	1																																																																																
FAO	2																																																																																
GIZ	1																																																																																
FAO	2																																																																																
Ilostat	3																																																																																
Blog UN	3																																																																																
GIZ	1																																																																																
Mixte	6																																																																																
ONU Habitat	1																																																																																
Organisation de coopération et de développement économiques	1																																																																																
Organisation internationale du travail	20																																																																																
Organisation mondiale de la santé	3																																																																																
Programme des Nations unies pour le développement	1																																																																																
Secrétariat général des Nations unies	1																																																																																
Billets de blogs	4																																																																																
Communiqué	1																																																																																
Compte rendu de réunion	1																																																																																
Cooperatives and the World of Work Series	1																																																																																
Définition	5																																																																																
Discussion paper	1																																																																																
Etudes	11																																																																																
Evaluation	1																																																																																
ILO Brief	2																																																																																
Impact report	1																																																																																
Joint statement	1																																																																																
Knowledge Brief	1																																																																																
Manuel	2																																																																																
Note d'information	1																																																																																
Ouvrage	5																																																																																
Policy brief	1																																																																																
Policy research	5																																																																																
Rapports	15																																																																																
Statistiques	4																																																																																
Stratégies	2																																																																																
Working paper	4																																																																																

		Swedish International Development Agency 1 <hr/> UN Economic Commission for Africa 3 <hr/> UNICEF 2 <hr/> United Nations Development Programme 1 <hr/> United Nations Office for Disaster Risk Reduction 1 <hr/> United Nations Population Fund 2 <hr/> United Nations Research Institute for Social Development 1	
Think tanks et centres de recherche	19	Africa Centre for Strategic Studies 1 <hr/> CMI CHR Michelsen Institute 1 <hr/> Global Development and Environment Institute 1 <hr/> IMRAP 1 <hr/> INCLUDE 2 <hr/> Institution of Development Studies 1 <hr/> ISS Africa 2 <hr/> K4d Knowledge for Development 1 <hr/> National Bureau of Economic research 1 <hr/> Overseas Development Institute 2	Articles sur internet 3 <hr/> Etudes 8 <hr/> <hr/> Rapport 3 <hr/> <hr/> Synthèses 2 <hr/> <hr/> Working paper 3 <hr/>

		SciDev 1 <hr/> Spring factor 1 <hr/> The Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab 1 <hr/> The International Centre for Tax and Development 2 <hr/> URD 1	
Recherche académique	31	African Yearbook of International Law Online 1 <hr/> Afrique contemporaine 3 <hr/> Revue Autrepart 1 <hr/> Covid Economics, Vetted and Real Time Papers 1 <hr/> Écologie politique 1 <hr/> Études rurales 1 Gender & Development 1 <hr/> Global Environmental Change 1 <hr/> International Development Planning Review 1 <hr/> Singapore Journal of Tropical Geography 1 <hr/> International Interactions 1 <hr/> Journal of Environmental Management 1 <hr/> Journal of Peacebuilding & Development 1	Article 28 <hr/> Ouvrage 3

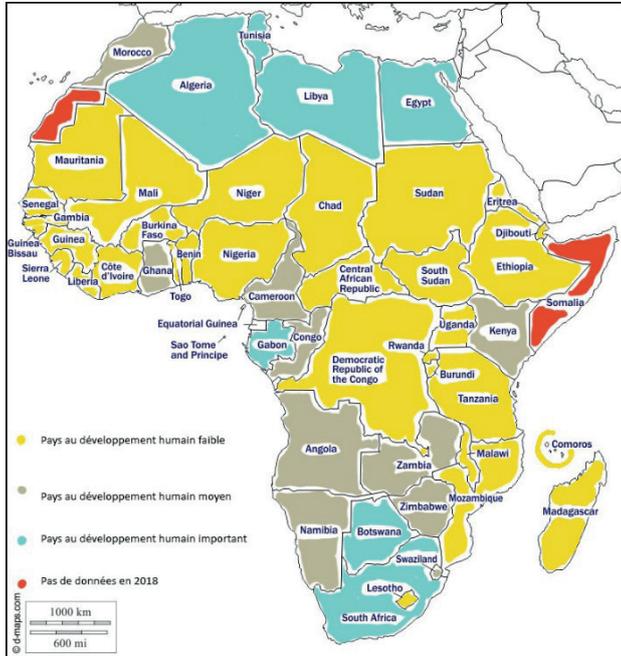
		Journal of Rural Studies 1 <hr/> Journal of Small Business & Entrepreneurship 1 <hr/> Journal of Youth Studies 1 <hr/> Karthala Editions 1 <hr/> Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung 1 <hr/> Les Cahiers d'Outre-Mer 1 <hr/> Peace & Conflict Review 1 <hr/> Politique africaine 1 <hr/> Politix 1 <hr/> Que Sais-je 1 <hr/> Revue d'économie du développement 1 <hr/> Revue française de science politique 1 <hr/> Service social 1 <hr/> Singapore Journal of Tropical Geography 1 <hr/> Sociologie 1 <hr/> Université de Kiel 1 <hr/> University of Perugia 1	
Articles de journaux, médias	5	The Conversation 3 <hr/> Le Monde 1 <hr/> FrontPageAfrica 1	Articles sur internet 5
TOTAL DOCUMENTS			127

Nature des données	
Nombre de documents et recherches avec données primaires (avec ou sans données secondaires supplémentaires)	34
Nombre de documents et recherches avec données secondaires (sans recherche de terrain)	93
Total documents	127

6.3 Cartes

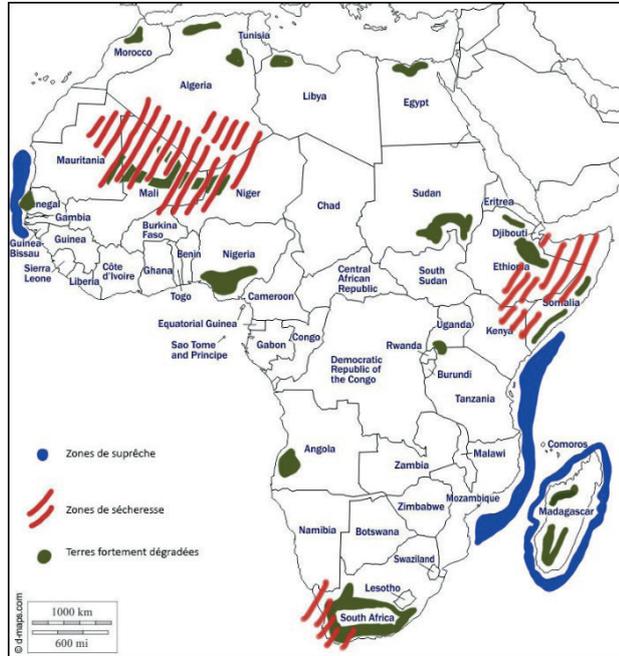
Cartes des crises longues

Ces quatre cartes permettent d'observer dans quels pays les crises semblent se superposer (l'Afrique subsaharienne principalement) et ceux où les crises sont pondérées par d'autres éléments, comme en Afrique du Sud où les sécheresses touchent un pays au PIB plus important.



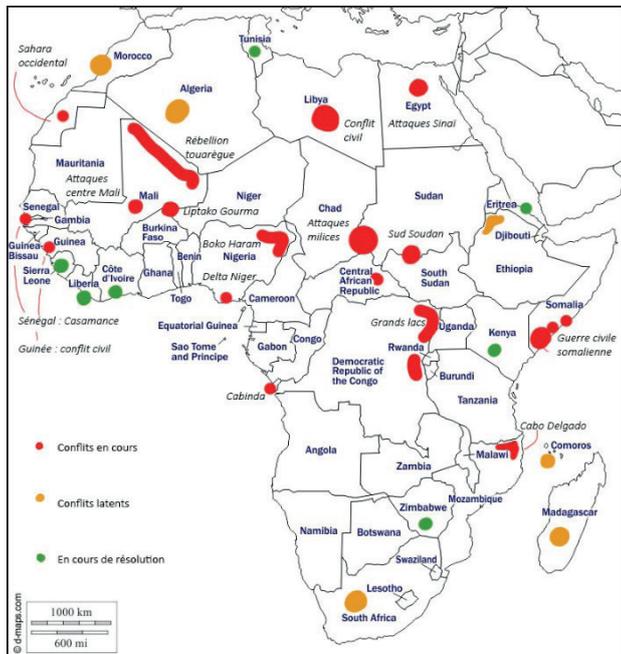
Pauvreté structurelle : carte des IDH

Source : données de UNDP, 2018



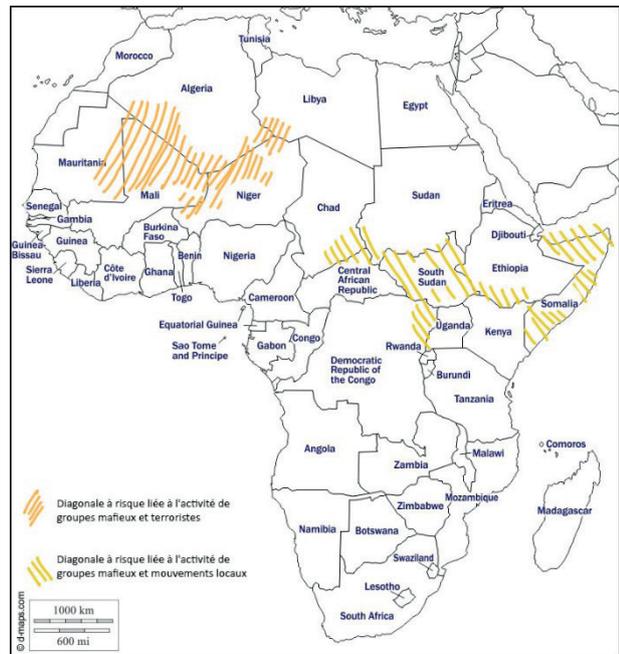
Dégradation de l'environnement

Source : Afrique Contemporaine, l'environnement en Afrique (terres et sécheresse), 1992 et données de la FAO (surpêche), 2019



Conflits

Source : Cahiers d'Outre-Mer, Introduction à la géographie des conflits en Afrique, 2011 (actualisée)

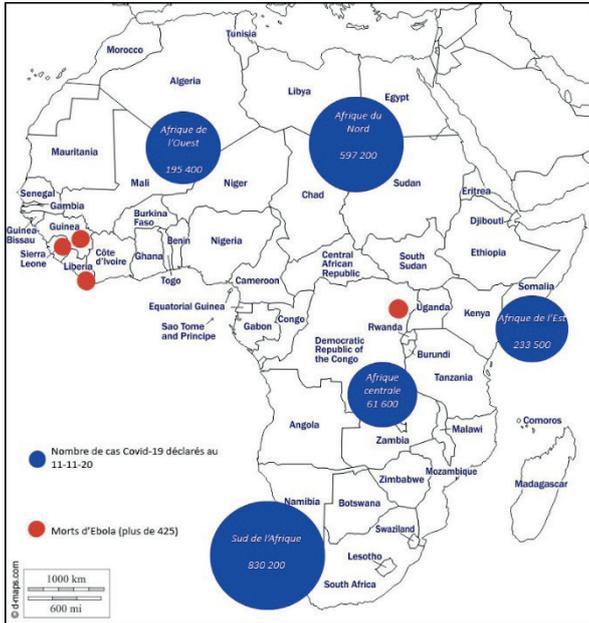


Terrorisme et groupes mafieux

Source : Cahiers d'Outre-Mer, Introduction à la géographie des conflits en Afrique, 2011 (actualisée)

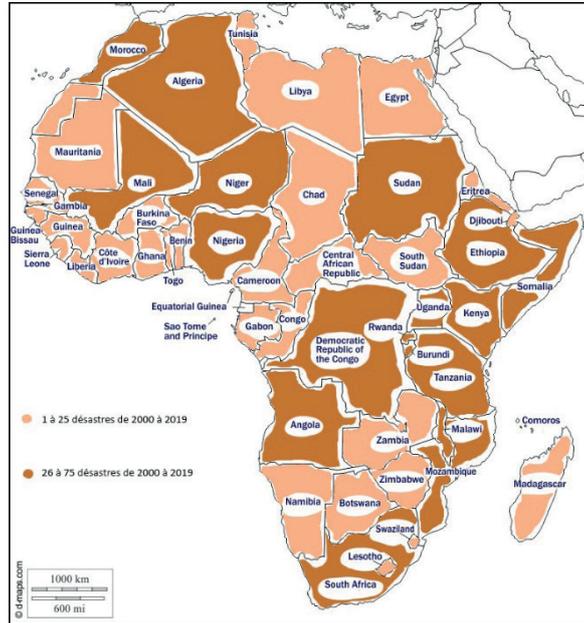
Carte des chocs et désastres

Les chocs et désastres sont nombreux dans les pays d'Afrique sub Saharienne, mais leur distribution est plus aléatoire que pour les crises longues et leurs effets doivent être analysés en rapport avec les tensions de long terme. L'Afrique du Nord par exemple, bien que touché par de nombreux désastres, peut plus facilement y répondre que les pays d'Afrique de l'Est.



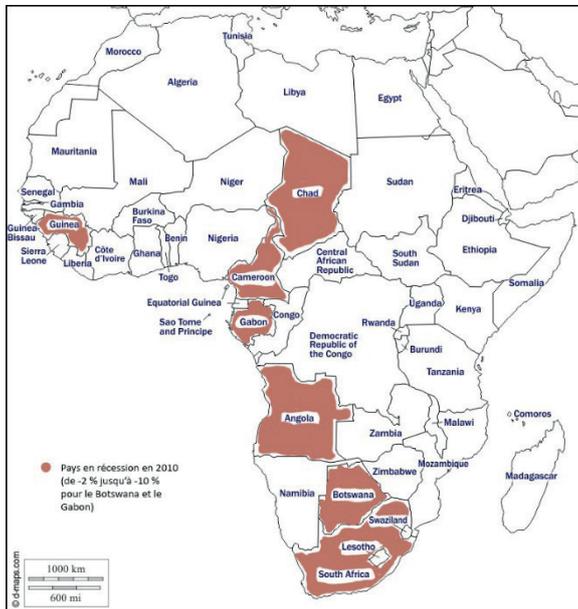
Nombres de cas Covid-19 et nombres de morts d'Ebola

Sources : Ebola – Site Centers for disease control and prevention et Covid 19 – Sauver des vies et l'économie p.4



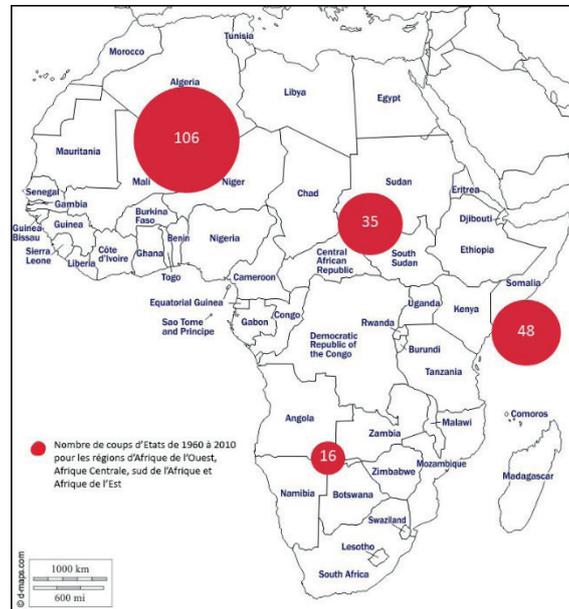
Nombre de désastres et catastrophes naturelles de 2000 à 2019

Source : The human cost of disasters: an overview of the last 20 years (2000-2019)



Pays en récession à la suite de la crise économique de 2009

Source : Site The world factbook, CIA



Nombre de coups d'État de 1960 à 2010

Source : The Challenge of Stability and Security in West Africa, p. 118

6.5 Bibliographie données chiffrées du schéma récapitulatif

1 : Le chômage des jeunes à l'ombre de la croissance économique. (2017, mars 13). Afrique Renouveau. <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/%C3%A9dition-sp%C3%A9ciale-sur-la-jeunesse-2017/le-ch%C3%B4mage-des-jeunes-%C3%A0-l%E2%80%99ombre-de-la-croissance>

BIT. "Femmes et hommes dans l'économie informelle : un panorama statistique". Bureau international du travail, 2019, p.25

2 : « L'employabilité des jeunes est clé ». (2019, mai 14). ID4D. <https://ideas4development.org/employabilite-jeunes/>

3 : Ilostat. (2019). The working poor or how a job is no guarantee of decent living conditions (N° 6; Spotlight on work statistics, p. 11). International Labour Organisation. https://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_696387.pdf, p. 6

4: Okojie, Christiana E.E. "Employment creation for youth in Africa: the gender dimension". Expert Group Meeting on Jobs for Youth: National Strategies for Employment, 2003.

5: Ilostat. "The working poor or how a job is no guarantee of decent living conditions". Spotlight on work statistics. International Labour Organisation, avril 2019. https://ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_696387.pdf.

6 : Cheik, S. (2020b, juin 16). En Afrique de l'Est, l'agriculture au défi des sécheresses récurrentes. The Conversation. <http://theconversation.com/en-afrique-de-lest-lagriculture-au-defi-des-secheresses-recurrentes-140599>

7 : UNFPA West and Central Africa Regional Office. (2018 c). Les absents de la paix : Étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité.

8 : Marc, A., Verjee, N., & Mogaka, S. (2015). The Challenge of Stability and Security in West Africa (Africa Development Forum Series, p. 215). AFD et World Bank., p.78

9 : OIT. (2020). Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail. Quatrième édition (4e édition; Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail., p. 26). Organisation internationale du Travail.

10 : UNECA. (2015). Incidences socio-économiques d'Ebola sur l'Afrique (p. 101). Nations Unies : commission économique pour l'Afrique.p.53

11 : Johnston Anumonwo, I., & Doane, D. L. (2011). Globalization, economic crisis and Africa's informal economy women workers. Singapore Journal of Tropical Geography, 32(1), 8-21. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9493.2011.00416.x>

12 : Tanveer, M., Marelli, E., & Signorelli, M. (2012). The Impact of Financial Crises on Youth Unemployment Rate (No 79; Quaderno, p. 26). University of Perugia.

6.6 Annexes de la recherche de Mamoutou Fofana

Présentation des enquêtés

Localité	Nombre de femmes	Nombre d'hommes	Types de profils	Âge des enquêtes
Bamako Quartiers : Bagadadji (grand marché) et Baco-jicoroni Golf	4	6	1 chômeur volontaire 4 travailleurs occasionnels 4 travailleurs dans l'informel 1 salarié	25 à 38 ans
Mansatola (région de Koulikoro)	2	3	1 salariée 1 informel 2 travailleurs occasionnels 1 sans-emploi	18 à 28 ans

Sur le plan conceptuel, nous partons d'une définition opérationnelle et non figée du concept «jeune», développée en fonction des réalités du terrain, au-delà des limites d'âge²³. En Afrique de l'Ouest, la «jeunesse» est une période de transition marquée d'étapes aboutissant à l'âge adulte (Sissoko, 2015). À Mansatola, quartier où nous avons fait notre terrain, la notion de jeune est intimement liée au labeur, à la force physique. C'est ainsi que le jeune est celui qui n'a pas encore été relevé des travaux champêtres et domestiques. «*Sifin*»²⁴ ou plus globalement «*denmisen*» qui veut dire enfant. Dans la même veine, n'est plus jeune celui qui aurait atteint le statut de «*fórotigi*»²⁵. Pour ce qui concerne la jeune femme, on entendra dire «*Bogotigi*», «*Sunguru*» ou «*musodenni*»²⁶ pour la dissocier de la «vieille femme», qui se dit «*musokoroba*».

Extrait d'entretien

Monsieur Worèkè (pseudonyme) : 27 ans ; jeune diplômé de l'institut de formation des maîtres, spécialité Lettres, Histoire et Géographie. Il s'agit d'un jeune urbain reparti en milieu rural. L'entretien a été réalisé à Mansatola le 8 décembre 2020 par Mamoutou Fofana.

MF : Bonjour monsieur Worèkè. Je m'appelle Mamoutou Fofana et je fais des recherches sur la situation d'emploi des jeunes en ces périodes d'instabilités afin de connaître les stratégies de ceux-ci. Merci d'avoir accepté de vous prêter à l'exercice. À présent, pouvez-vous me parler de vous ?

23 Entre 15 et 24 ans pour les Nations unies

24 Ce mot désigne toute personne qui porte encore les cheveux noirs sur sa tête.

25 Ce terme signifie en Bamanankan, le propriétaire de champ généralement le plus âgé de la famille et à ce titre, il ne participe ni aux travaux champêtres ni dans ceux d'intérêt public.

26 Veut dire en Bamanankan, la «petite femme». L'expression comprend les filles et les femmes récemment mariées.

Worèkè : Je suis un sortant de l'Institut de Formation des Maîtres de Bamako, promotion 2016-2017, spécialiste LHG. Je suis un sans-emploi depuis 2017. De cette date à aujourd'hui, je fais de l'agriculture pour la famille et un peu pour moi à côté. Je fais tomber²⁷ le champ de sésame pour moi-même et je n'ai pas encore récolté, mais c'est un hectare quand même. Selon mes propres calculs, au lieu de rester à Bamako parce que si tu restes à Bamako, il y'a des dépenses véritablement, c'est difficile, donc j'ai eu l'idée de venir ici, aider les parents, en même temps je peux faire un peu pour moi-même. À côté du fait de faire le champ, je fais l'embouche de béliers pour vendre lors des fêtes de Tabaski. Par an, je peux avoir 300 000 francs. Bien sûr que cela ne peut pas couvrir toutes mes dépenses, mais il y a mes grands frères qui travaillent. L'un travaille à Tombouctou avec Médical International, comme agent comptable. Souvent c'est lui qui m'aide. Mon père aussi souvent, lui il m'aide financièrement. Lui, il est cultivateur, et sa grande sœur est en France donc, elle l'appuie quoi.

M F : J'ai envie de comprendre, comment un diplômé, accepte de revenir au village pendant que ceux d'ici cherchent à tout prix à partir dans les villes. Comment expliquez-vous cela ?

Worèkè : Après le BAC, je fais la faculté, j'ai fait droit privé. Après une année de cours, je n'ai pas eu la formation que je voulais avoir quoi. C'est pourquoi j'ai abandonné pour échapper à une perte de temps inutile. Parce que pour moi les une année que je fais là-bas à cause des « mugnukumagnaka »²⁸ de l'AEM. Selon moi quelque chose ne s'est pas ajouté à mon niveau quoi, donc je me suis dit si je restais comme ça est ce que j'aurais une bonne formation ? Maintenant j'ai eu l'idée de faire l'IFM et donc j'ai abandonné la faculté. Après je voulais revenir faire la faculté parce qu'après l'IFM, je pensais que j'allais avoir la fonction publique donc ça n'a pas été le cas.

M F : Après votre diplôme, vous êtes revenu ici. Dites-moi quelles ont été vos motivations ? Aviez-vous une quelconque assurance que vous auriez ce que vous n'êtes pas parvenu à avoir à Bamako ?

Worèkè : Un ami m'avait dit qu'il y'a maintenant beaucoup d'ONG au village et ça augmente tous les jours parce que beaucoup d'ONG sont en train de fuir les conflits pour venir ici à cause de la stabilité ici. Donc j'ai saisi l'occasion. Avant tout je n'avais rien à Bamako. Du côté de la connaissance oui et pour les dépenses, il y en beaucoup que moi-même je fais, parce qu'il y'a des ONG avec lesquelles je travaille en faisant des enquêtes, donc en même temps des animations avec World Vision aussi quoi. Donc souvent eux aussi, ils me recrutent quoi.

Aujourd'hui, je travaille avec USAID, World Vision, Croix-Rouge. Souvent je signe des contrats avec World vision pour faire des enquêtes de 20 jours quoi. Donc les autres là, c'est pour faire des travaux journaliers. Je n'ai pas eu de contrat avec ces autres ONG donc, c'est à travers ces économies de gauche à droite que je me débrouille pour assurer beaucoup de mes besoins. Entre l'année dernière et cette année, il y'a eu des alertes, parce qu'y'a un village qui est vers Grédo²⁹ là, donc selon les rumeurs, ils ont aperçu des djihadistes là-bas quoi donc entre-temps et maintenant, on dirait que « le pied des ONG s'est rafraîchi »³⁰, parce qu'ils ont eu peur. Ça été même la cause du départ de notre sous-préfet qui vit maintenant à Kolokani, donc cette petite alerte a mis du défaut « figné » dans les activités. Oui après j'ai eu des contrats avec World Vision pour faire une enquête entre juin et juillet 2020. Maintenant je fais orange money, c'est un petit argent, comme au sein même du village, je suis gestionnaire de l'adduction d'eau quoi, donc, il y'a un château d'eau qui est au village, comme il y'a un comité de gestion d'eau et chaque weekend je fais un tour dans le village pour ramasser l'argent des points d'eau quoi et à la fin du mois, ils me donnent 15 000 F. En même temps j'ai des canards que je vends souvent pour mes besoins. Sinon au niveau du village je ne dépense pas beaucoup quoi. Quand j'étais en ville et que les dépenses sont élevées par rapport à ce que je gagnais, c'est mieux de venir ici. Si tu es au village, tu peux faire ces activités en même temps aider la famille quoi, donc c'est ce qui m'a poussé à venir.

M F : On remarque en fait que vous ne vous en sortez pas mal avec le petit boulot à temps partiel avec les ONG. Mais vous serez d'accord avec moi qu'ils ne vous offrent pas une condition assez décente, du moins pas pour le moment. Cela dit, pouvez-vous me parler de vos ambitions et projets futurs ?

27 Par allusion à l'aménagement d'un champ privé, le « Jon foro » en langue bamanankan.

28 Il s'agit des nombreuses perturbations de cours en raison des grèves de l'Association des Élèves et Étudiants du Mali

29 Un village de la commune de Djidiéni dans le cercle de Kolokani, région de Koulikoro

30 L'expression est employée pour dire qu'il y a eu un ralentissement des activités des ONG à cause de cette rumeur.

Worèkè : bon je continue de tenter ma chance pour avoir la collectivité quoi, en même temps je démarcher les ONG pour qu'ils puissent me recruter comme animateur quoi, je pense que j'ai le profil pour être ça. En ce qui concerne la fonction publique, je l'ai fait deux fois, mais ça n'a pas marché. Je préfère être enseignant comme ça, c'est garanti plus que les ONG quoi, parce que quand tu seras fonctionnaire, ça, c'est une garantie et les ONG sont temporaires quoi.

M F : De nos jours, on assiste à l'émergence des figures de proue pour la jeunesse et la plupart des jeunes ne manquent pas de modèles, de référence en fonction des projets de vie de chacun. Avez-vous une personne de référence ? Si oui qu'est-ce qui vous inspire chez cette personne ? Que faites-vous pour lui ressembler ici à Mansatola ?

Worèkè : bon j'ai eu une fois à discuter avec Mohamed Salia, on s'est rencontré c'était au carrefour des jeunes de Bamako, donc il était notre conférencier. Il nous a expliqué son parcours quoi, donc c'est lui qui m'inspire beaucoup quoi. La manière dont il a fait dans les organisations de la société civile, être présent du Conseil National de la Jeunesse et consorts là, donc c'est lui qui m'a inspiré quoi.

Au niveau du village, je suis le secrétaire de la société civile, donc en même temps il y'a un comité de la société civile qui s'appelle comité de vieille citoyenne. Je suis le rapporteur au niveau de ce comité. Il s'agit de voir au niveau des autorités, s'ils prennent en compte les besoins de la population donc en même temps de lutter contre la mauvaise gouvernance. Au niveau du comité, je peux dire que ça va parce que souvent nous menons des activités. Donc ces activités commencent même à porter fruit quoi. Donc au niveau de l'adduction d'eau, on a mené des enquêtes là-bas, au niveau d'Association de Santé communautaire. Comme l'ASACO ne rendait pas compte à la population, donc on a suggéré ce problème-là. Et même le problème des Comités de Gestion scolaire là, et le problème de la prise de la carte d'identité par les villageois. Donc ces activités commencent à porter ses fruits quoi.

Si on détecte le problème au niveau d'un service, donc on va là-bas, et leur disons que nous avons vu ce problème-là, ça se passe comment ? Donc après on fait un compte rendu au niveau du village, on fait des rassemblements, donc on va informer la population en leur disant que nous étions au niveau de la mairie on a vu ceci, on a vu cela donc comment voulez-vous qu'on fasse. Donc si les gens donnent leurs points de vue, on délègue deux à trois personnes, donc qui vont aller à la mairie, pour en parler. La population veut que ça soit comme ça ou bien veut que vous respectez les normes quoi, donc on fait ces petites choses quoi. Donc en même temps on fait des animations radio pour sensibiliser la population à payer les taxes et impôts. C'est l'initiative d'un projet, c'est COWATER International, comme c'est n'est pas au niveau national quoi, ça se trouve au niveau de certaines régions. Donc même dans les régions ils ont ciblé certains arrondissements et cercles quoi.

M F : La conduite de telles initiatives nécessitent forcément une certaine connaissance pour pouvoir les mener convenablement. Avez-vous suivi des formations ou des aides dans ces différents domaines ou tout autre domaine ?

Worèkè : Oui, ils nous ont formés, donc même maintenant ils continuent à former les leaders communautaires, mais c'est toujours dans ce cadre-là quoi, dans le cadre de la bonne gouvernance. Sinon ça vaut 10, parce qu'au sein même de World Vision il y'a un groupe communautaire ici, qui s'appelle Voix et Action Citoyenne (CVC) donc c'est une initiative de World Vision, donc chaque année nous suivons des formations dans ce cadre quoi. En même temps il y'a aussi Croix-Rouge qui a un comité au niveau de la commune ici et je suis membre de ce comité dans le cadre du programme des volontaires.

Beaucoup pensent que je gagne de l'argent en faisant ces choses, ce qui n'est pas vrai. Il y'a au niveau du CVC, des actions qui nécessitent des aides financières, il nous donne de l'argent. Par exemple, si on voulait faire, je vous ai parlé de notre animation radiophonique, donc dans ce cadre, s'ils ont vu que l'activité est intéressante donc ils font un financement quoi à travers le coordinateur régional. Quand il y'a une activité, quand nous faisons les activités nous l'informons aussi quoi.

En ce qui concerne les aides pour ma personne, non. J'ai même fourni mes dossiers dans le cadre de l'APEJ, mais ça n'a pas marché sinon, certains ont reçu de l'aide de la part de l'APEJ. En général ce sont des déscolarisés à partir de la 7e année. Pour certains, c'était le maraîchage et d'autres l'élevage.

M F : Globalement, que pensez-vous de la situation actuelle du pays ?

Worèkè : Je pense que c'est normal que, comme la situation était tellement dégradée là, là où nous sommes maintenant, c'est normal qu'on soit là où nous sommes, parce que vu la situation politique et les autres branches, pour moi c'était un peu je ne sais pas quoi, oui c'était prévisible. La gestion était mauvaise quoi, donc si, il était temps que les choses changent quoi, que ce soit les élections et consortis là, la gestion était mauvaise. Oui, bon ça se sent ici, parce que même dû au Coronavirus même, les activités se sont un peu ralenties parce que. D'habitude, au mois d'août, ça c'est notre période de soudure donc les aliments manquent, donc la façon dont les gens trouvent de la consommation, les autres années et cette année n'ont pas été les mêmes quoi. Cette année, le mil est parti s'arrêter jusqu'à 25 000 frc CFA le sac, donc ça été une difficulté. Avant ça pouvait atteindre 20 000 frc CFA, mais jamais 25 000 frc CFA. Sur les marchés environnants. Il y avait les banques céréalières aussi, donc ces banques-là, je ne dis pas qu'ils sont en faillite, mais, ils ne marchent plus quoi. L'année dernière cas même elles n'ont pas marché, je ne connais pas les raisons, mais on a alerté notre CVC pour que nous suivions de près, ces choses-là quoi, donc même on a envoyé une lettre au niveau de la mairie pour qu'on puisse s'asseoir et discuter sur la gestion de ces banques céréalières, jusqu'à présent, ils n'ont pas donné suite à notre lettre. Ces banques sont même communales, parce qu'il y'a ces démembrements au niveau des gros villages, ils achètent pendant les récoltes et en revendent moins cher pendant les périodes de soudure. Mais l'année dernière, il n'y'avait pas de mil, ce qui a amené cette difficulté. Sinon les récoltes ont été bonnes, mais je dirai que c'est la mauvaise gestion. Sinon c'est un projet qui a construit les banques céréalières donc selon certaines sources le projet même a donné un fonds quoi. En même temps après le départ du projet, deux ans après, les banques ne marchaient plus quoi. Donc c'est l'année dernière que ce qui qui était là-bas, certains ont été pris en crédit, certains crédits ont été remboursés, mais je ne sais si tout a été remboursé, parce que si, j'ai rencontré les gens chargés du recouvrement en train de faire le recouvrement, oh, mais! Tous les crédits ont été remboursés ou pas je ne sais pas. Mais certains ont été remboursés en propre avec tout ça, la chose n'a pas pu être mise et la population n'a pas pu acheter quoi.

M F : Pour terminer, je vois un peu mal le rapport entre la gestion des banques céréalières et de la manière dont vous, vous sentez les effets de ces difficultés que vous venez de mentionner plus haut ?

Worèkè : Tu sais, ici l'argent est très important dans les relations ici au sein de la famille. Même si on ne te dit rien, il faut même déboursier un peu dans les choses de la famille. Par exemple quand tu ne dépenses rien pour la famille, on ne te considère pas trop. Même si je n'ai pas un emploi constant, ici, tout le monde pense que j'ai tout, surtout que je suis avec les projets, donc ce n'est pas simple. Avec ces « gèleya », ce que je gagne ne me suffit plus parce que je suis obligé de contribuer quand mon père me demande de l'argent. Si les choses sont chères dans les grandes villes, forcément on le sent ici aussi parce que la plupart des dépenses de la famille viennent de l'extérieur³¹. Mon grand frère est venu ici au village parce qu'il est pour le moment en chômage. Tu comprends un maintenant et voilà comment je me retrouver à dépenser beaucoup pour la famille. Sinon vraiment si ce n'était pas cela vraiment j'étais bien ici. J'espère que tout ça finira bientôt.

³¹ Il fait allusion à son grand frère et la grande sœur de son père cités plus haut.

#DecentJobsForYouth #Africa

**STIMULER
LES EMPLOIS
DÉCENTS POUR
LES JEUNES EN
AFRIQUE**

INCLUDE

KNOWLEDGE PLATFORM ON INCLUSIVE DEVELOPMENT POLICIES

Knowledge Platform INCLUDE
Email: info@includeplatform.net
Twitter: [@INCLUDEplatform](https://twitter.com/INCLUDEplatform)
Facebook: Include Knowledge platform



Canada

International Development Research Centre (IDRC)
Email: eg@idrc.ca
Twitter: [@IDRC_CRDI](https://twitter.com/IDRC_CRDI)
Facebook: IDRC / CRDI



**International
Labour
Organization**

International Labour Organization (ILO)
Email: youth@ilo.org
Twitter: [@ILOYouth](https://twitter.com/ILOYouth)
Facebook: ILO.org



Global Initiative on Decent Jobs for Youth
Email: decentjobsforyouth@ilo.org
Twitter: [@DecentJobsYouth](https://twitter.com/DecentJobsYouth)

About INCLUDE

INCLUDE was conceived in 2012 by the Dutch Ministry of Foreign Affairs to promote evidence-based policymaking for inclusive development in Africa through research, knowledge sharing and policy dialogue. INCLUDE brings together researchers from African countries and the Netherlands who work with the private sector, non-governmental organizations and governments to exchange knowledge and ideas on how to achieve better research-policy linkages for inclusive development in Africa. Since its establishment, INCLUDE has supported more than 20 international research groups to conduct research on inclusive development and facilitated policy dialogues in Africa and the Netherlands.